

# le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

SAM. 23, DIM. 24, LUN. 25 JUIN 1979 - N° 943.

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

Est-ce pour courir se mettre au service de l'impérialisme et en recueillir les miettes que des dizaines de milliers de Vietnamiens, hommes, femmes, enfants, fuient aujourd'hui leur pays, dans des conditions désastreuses ? Est-ce leurs «goûts de luxe» qui les conduisent à risquer ainsi la mort à chaque instant, par noyade, famine ou maladie ? Est-ce cela qui les conduit à Poulo-Bidong où sur moins d'un km<sup>2</sup>, 3 500 d'entre eux qui y vivent entassés, peuvent périr demain si l'unique point d'eau de l'île vient à être asséché ?

Oui, c'est cela répondent les autorités de Hanoï, qui, tel le Premier ministre vietnamien Pham Van Dong, exploitant le passé anti-impérialiste du Vietnam pour justifier leur politique actuelle, proclament que les émigrés vietnamiens d'aujourd'hui ne sont que «parasites» et «privilegiés». Oui, répond *L'Humanité*, qui se fait comme à l'accoutumée l'écho des «explications» de *La Pravda* et de Hanoï, et s'en prend dans son édition de vendredi, au mouvement de solidarité avec les réfugiés, opposant ceux-ci, pures victimes des mirages de l'occident, à la grande masse du peuple vietnamien. Les réfugiés, nous dit tranquillement *L'Humanité*, ce sont «ceux qui ont approché la vitrine capitaliste. Ceux qui en profitaient parfois. Ceux qui ne comprennent pas qu'une gangrène ne peut se soigner qu'en lavant profondément la plaie. Ceux qui ont été matraqués par la propagande du «monde libre».

Sans doute, la plaie ouverte par de longues années d'oppression impérialistes, par l'immensité des ravages dus à l'agression infiniment brutale des États-Unis, à la corruption et la pourriture, introduites par l'armée américaine à Saïgon, rendait les tâches de reconstruction du pays ardues et d'autant plus urgentes. Mais, comment pourrait-on expliquer par telle ou telle difficulté de reconstruction que, quatre ans après la fin de la guerre avec l'impérialisme américain, le flux des émigrés ne cesse de s'accroître et que le gouvernement vietnamien envisage froidement, pour une longue période, l'expulsion chaque mois, d'au moins 10 000 citoyens vietnamiens ?

En réalité, le jugement porté contre ceux qui fuient le Vietnam n'a d'autre objet que de faire oublier la réalité de ce qu'ils fuient. Ce qu'ils fuient, c'est une dictature imposée au peuple vietnamien, aujourd'hui spolié des fruits de sa victoire contre l'impérialisme US, ce sont les campagnes de persécution contre les minorités nationales, c'est la conscription générale pour aller faire la guerre contre le Cambodge ou d'autres pays voisins, parce que les dirigeants de Hanoï, au lieu d'engager leur pays sur la voie de la reconstruction nationale, et de mobiliser le peuple pour cela, se sont lancés à corps perdus dans des guerres d'agression afin de réaliser leurs rêves expansionnistes. Les départs massifs du Vietnam, conséquence de la politique d'oppression et de misère menée par les autorités de Hanoï, sont aussi le fait d'une politique délibérée, programmée, de ces autorités.

Qui sont les émigrés ? Pour la plupart, ce sont des Vietnamiens d'origine chinoise qui, depuis plusieurs années déjà, et plus particulièrement depuis un an et demi, font l'objet d'une campagne systématique de discrimination et de persécutions. C'est cette politique d'oppression des masses à l'intérieur, reliée sur le plan extérieur à la politique antichinoise de Hanoï, qui a abouti à l'expulsion vers la Chine de travailleurs et de cadres du Nord ayant contribué depuis plus de vingt ans à l'édification socialiste dans cette partie du Vietnam. C'est cette politique qui aboutit au départ contraint et forcé de fractions entières de la population du Sud, dont des petits artisans et des petits commerçants, qui, souvent comme à Cholon, haut lieu de la résistance du FNL dans les villes, avaient participé à la lutte de libération nationale.

Depuis que le gouvernement de Hanoï a entrepris de porter la guerre dans toute l'Indochine, les vagues de réfugiés ne cessent de croître, les jeunes étant plus nombreux à refuser d'aller se battre contre des peuples frères, et à fuir la misère d'une société rendue de plus en plus exsangue par la politique d'agression de son gouvernement. Ajoutant à l'odieux, le gouvernement vietnamien ne va-t-il pas jusqu'à organiser le racket des émigrés en instance de départ, en taxant chacun de 3 000 dollars, ce qui leur a permis déjà de rembourser à l'URSS pour 100 millions de dollars «d'aide militaire»...

Suite de l'éditorial en page 16

## Des centaines de milliers de Vietnamiens sacrifiés par Hanoï

### *L'Humanité* à la rescousse des autorités vietnamiennes



## NICARAGUA

### Les forces sandinistes prennent le «fortin» de Leon et bombardent Managua

L'exécution d'un journaliste américain par les soldats de Somoza pèse sur la conférence de l'Organisation des Etats américains.

Lire en page 16

De la révolte à la révolution

# REBELLES

JOURNAL DE L'UNION COMMUNISTE DE LA JEUNESSE REVOLUTIONNAIRE

Dans *Rebelles* N° 17, un article sur les jeunes postiers de la région parisienne : «A Paris, la poste c'est la province». Voici comment ils ressentent cet exil loin de leur «pays».

Maintenant Paris. On en discute souvent, de notre premier débarquement à la gare Montparnasse ou à celle d'Austerlitz, le ticket de train (aller seulement) offert par l'administration, afin de rejoindre notre «affectation». Pour les plus anciens, il y avait du merveilleux dans cette arrivée à Paris. Avant, on montait à Paris. C'était le moyen d'acquérir le prestige et quand le postier retournait chez lui, c'était avec l'auréole du «parisien». Aujourd'hui, les jeunes réagissent autrement. Paris c'est invivable, les gens dans le métro, ils ont de «ces têtes» ! Et les premières difficultés aidant (recherche du logement, foyer PTT), Paris c'est le baignoire, c'est un four, c'est épuisant. Il faut en sortir le plus

vite possible. Aussi, pour bien des jeunes postiers (et encore plus des postiers comme les filles des chèques) il faut à tout prix que Paris soit noir. On y travaille le plus possible (par exemple en faisant des remplacements pour avoir plus de jours de congé. On y sort le moins possible (autant réserver ses forces pour les bals de la région). On s'y installe le moins possible (une minable chambre d'hôtel ou une chambre au foyer). Certains mêmes renoncent à se faire des amis. D'autres s'en font mais pour noyer en commun le mal du pays dans l'alcool.

Par contre, le pays est idéalisé. Les copains sont là-bas. C'est là-bas qu'on connaît sa compagne ou son compagnon. On se préoccupe deux fois plus qu'avant de l'actualité locale. On devient aussi (si on ne l'était pas) un supporter de l'équipe locale. On s'inscrit au cours de breton ou on entretient son parler du Sud-Ouest.

## A Paris, la poste c'est la province

Ainsi les années passées à Paris, ce sont pour certains des années perdues, le trou noir dans une vie, comme le service militaire. On ne vit à Paris que pour le retour en province. L'administration l'a bien compris en instituant comme sanction le «demi-choix», qui retarde ou empêche tout retour au pays.

Le retour fréquent au pays limite considérablement l'investissement dans le syndicat ou les activités politiques. De plus, la perspective d'une petite «recette distribution» (bureau de poste de campagne) permet à certains de supporter le pire aujourd'hui.

Aussi, la révolte qui se développe chez les jeunes postiers est en partie contrecarrée par l'obsédant «mal du pays».

Mais bien souvent le retour au pays, certains ne l'attendent plus. On se marie à Paris, on élève des enfants à Paris...

Dans le même numéro, l'interview d'une équipe de foot féminine. Sans vouloir repro-

duire le style masculin, elle crée, certes avec difficultés, une originalité tant du point de vue technique qu'au niveau de l'ambiance.

Quelle est votre conception du foot et ce que vous essayez de mettre en pratique dans votre équipe ?

Caroline : Pour moi, un foot sans jeu collectif, c'est ennuyeux. Je ne m'amuse pas si je ne touche pas la balle, si les autres ne la touchent pas. J'essaie sur le terrain de mettre en pratique mes idées. Des idées sur le jeu collectif, nous en avons, mais ce n'est pas toujours facile de les réaliser. Le foot est aussi traversé par le reflet de la société. C'est celui qui magouille le plus et qui est le mieux placé (le plus haut). Comme au niveau professionnel, amateur, et c'est ce qui vient très vite au plan féminin (achat et vente des joueuses et magouilles pour les avoir). Ça, c'est

le côté écœurant. Malheureusement, on ne peut rien contre. La société est sur des bases malsaines et le foot aussi. Le foot féminin suit, ce n'est pas «le paradis» dans un enfer.

Dans notre équipe, nous essayons de lutter contre cela. Par le jeu, beaucoup par la régularité de l'équipe, de l'ambiance, sans coups. Nous essayons de prouver que l'on peut jouer au ballon, s'amuser, s'exprimer, tout en gardant notre personnalité. Ma personnalité, elle, tend à un jeu collectif ; mais il peut y avoir des filles qui aient une personnalité qui tende vers un jeu individuel. Il faut, avec les différentes personnalités, tendre à établir un bon jeu. L'ambiance joue beaucoup. Tu ne peux pas demander de jouer collectivement sans bonne ambiance. Si c'est chacun pour soi dans l'équipe tu retrouves la même chose sur le terrain. Ainsi que le comportement dans la vie. Nous, nous sommes pour un jeu offensif.

## LE NOUVEL Observateur

Jean-Paul II est-il le Khomeiny des pays de l'Est ? En tout cas, son voyage triomphal en Pologne suscite bien des interrogations, auxquelles tente de répondre, pour une part, K.S. Karol.

Pour un athée d'origine polonaise comme moi, réfractaire depuis toujours aux mythes du nationalisme et du catholicisme, si étroitement mêlés dans le patrimoine historique de ce pays, le voyage triomphal du pape Wojtyla en Pologne inspire nécessairement des sentiments très contradictoires.

L'événement, constatons-le, est énorme, et ses prolongements ne tarderont pas à peser sur nos destinées à tous. Jamais, depuis octobre 1917, des foules aussi grandes n'ont pu se

réunir dans un pays gouverné par des communistes, comme l'ont fait les catholiques polonais, la semaine dernière, sous leur propre drapeau, avec leurs propres chants et leurs propres mots d'ordre. Quelque huit millions de personnes, de tous âges et de toutes les conditions sociales, ont participé à ces manifestations politico-religieuses pour plébisciter leur pape. Leur exemple servira peut-être aux autres slaves, invités explicitement par le pape à défendre, eux aussi, les droits.

Les pèlerins polonais, pour leur part, ont déjà réussi à inscrire une page nouvelle dans l'histoire du bloc socialiste. Ils ont révélé sa vulnérabilité interne, en faisant apparaître l'incapacité de ses gouvernants à répondre aux

besoins profonds des hommes qui réclament autre chose qu'une simple amélioration du niveau de vie. Avant de repartir pour Rome, le pape a donné une accolade au président polonais Henryk Jablonski et a félicité les autorités civiles pour leur «courage».

Vainqueur de l'épreuve, il a rendu ainsi hommage à son adversaire infortuné : n'a-t-il pas montré que c'est l'Eglise et non pas le Parti qui incarne les espoirs des Polonais, et que l'autorité du pape pèse, dans ce pays, d'un poids infiniment supérieur à celui du secrétaire du PC et de tous les dignitaires de l'Etat ?

### UN ETONNANT MELANGE

Parler dans ces conditions de la «tolérance» d'Edward Gierek

envers la religion paraît pour le moins illusoire. On a l'impression, vu le rapport de forces existant, que c'est le pape et son Eglise qui tolèrent encore le régime de Varsovie, faute de pouvoir, pour l'instant, le renverser, par une action non violente, et pour ne pas courir le risque d'une intervention étrangère. Il est évident que, si le Parti gouverne encore en Pologne, il n'y règne plus (...).

Ce voyage a donc montré à quel point les Européens de l'Est éprouvent le besoin de se réunir, de communiquer, de croire en quelque chose qui puisse donner une finalité à leur vie. Nous le savions déjà auparavant, grâce aux dissidents, qui ne sont qu'une minorité ; mais la semaine dernière, nous avons vu

huit millions d'hommes exprimer sans équivoque ce courant nouveau. Si les forces laïques — qui en Pologne, avaient un enracinement et une force plus grands qu'on ne le croit généralement — ne se montrent pas à la hauteur de leur tâche, on peut être certain que l'Eglise récupérera la totalité de ce courant et occupera toute la place — dans la vie politique de la Pologne, d'abord, et dans celle des autres pays de l'Est, ensuite. Le pape slave a beau être post-conciliaire et ouvert au dialogue, il ne cache pas qu'il veut une Europe chrétienne de l'Atlantique à l'Oural et — à l'Est du moins — par la grâce du «socialisme réel», il a de bonnes chances d'y parvenir.

## France nouvelle

La direction du PCF soutient totalement le régime afghan, engagé militairement contre son peuple et «soutenu» par le social-impérialisme. Face à un tel alignement sur les positions soviétiques, on ne peut regretter qu'une chose : c'est que France-Nouvelle soit si peu lu par les militants du PCF !

Ses 15 à 20 millions d'habitants appartiennent à de nombreuses ethnies, souvent réparties d'ailleurs de part et d'autre des frontières séparant les Etats. Les Pashtouns (ou Pathans) représentent le groupe le plus nombreux ; ils ont constitué en 1747, sous la direction de Ahmed Shah Durani, l'Afghanistan en un royaume indépendant.

Depuis cette date, l'Afghanistan n'est jamais tombé sous une domination étrangère étroite. Mais il dut subir la pression de

l'impérialisme britannique durant toute sa période d'expansion : deux guerres au XIX<sup>e</sup> siècle lui imposèrent le «protectorat» de la Couronne anglaise (traité de Gandamah, 1879). En 1919, lors de la troisième guerre contre les Britanniques, l'Afghanistan réussit à reconquérir son indépendance nationale. L'Union Soviétique accorda toujours son soutien à l'Etat afghan pour préserver cette indépendance. Un pacte soviéto-afghan, signé en 1926, régulièrement reconduit ensuite, y a contribué de manière décisive durant toute cette période qui précéda l'ère des révolutions nationales et la destruction du système colonial.

La société afghane est essentiellement rurale et une fraction importante est encore représentée par des nomades vivant de l'élevage transhumant et du commerce par caravanes.

L'état particulièrement archaïque du niveau des forces pro-

## Quand le PCF soutient totalement la dictature afghane

ductives a maintenu ce pays parmi les plus pauvres du monde. (...)

A la veille de la Révolution d'avril 1978, la structure sociale n'avait subi que très peu de modifications au cours des derniers siècles. Elle comportait une masse de paysans sans terre soumis à la domination directe et sévère des propriétaires grands et moyens disposant de la mainmise sur les terres arables et sur les systèmes de distribution de l'eau pour l'irrigation. Au sommet de la hiérarchie sociale se situaient les quelques familles de l'aristocratie princière qui dominaient l'Etat et l'administration.

La quasi-totalité de la population est de religion musulmane (sunnisme hanéfite) et la puissance du clergé musulman s'appuie sur la propriété d'une part importante de ses terres. (...)

L'industrie est très faiblement développée et n'emploie guère

plus de 50 000 ouvriers dans environ 200 entreprises, consacrées principalement aux productions textiles et alimentaires. En 1976 l'Afghanistan avait, par ailleurs, produit 3 milliards de mètres cube de gaz naturel exportés pour l'essentiel en Union Soviétique, 10 000 tonnes de pétrole et 145 000 tonnes de charbon, 165 000 tonnes de ciment et 62 500 tonnes d'engrais chimiques. Ces quelques éléments d'industrialisation ont été réalisés dans la coopération avec l'Union Soviétique qui a contribué à la formation des personnels techniques d'encadrement et de direction.

Dans ce contexte, l'armée a été un facteur d'évolution ; depuis environ une vingtaine d'années, elle a été modernisée. Les officiers qui ont été alors formés étaient d'origine sociale populaire car les familles de l'aristocratie répugnaient à la vie militaire moderne et à ses nécessités. (...)

On mesure tous les efforts engagés par le régime populaire pour construire concrètement une nouvelle société. Les difficultés ont été, sont et seront grandes. Les forces réactionnaires multiplient les entraves au cours révolutionnaire qui remet en cause leur statut social. Elles provoquent actuellement au nom de la défense de la religion contre les «marxistes athées» des soulèvements armés dans diverses provinces.

Le Parti démocratique populaire d'Afghanistan doit y faire face et détourner une part de ses moyens et de son énergie pour réduire ces rébellions et convaincre la masse des pauvres de leurs intérêts réels.

Ce qui se passe aujourd'hui en Afghanistan est d'une grande importance non seulement pour l'avenir du pays, du peuple afghan mais aussi pour tous les peuples de la région encore opprimés. (...)

## RVI Blainville

## LE PATRON N'A PAS GAGNÉ

Après plusieurs semaines de grève — 6 semaines pour certains, 4 semaines pour les autres — les travailleurs de RVI-Blainville, dans la banlieue de Caen, ont repris le travail vendredi matin. Incontestable échec sur le plan revendicatif, cette lutte ne laissera pourtant pas un goût amer dans la bouche. Il a fallu mener la lutte malgré le poids de la crise, malgré le discours patronal assurant que «les revendications sont incompatibles avec le maintien de l'emploi». Il a fallu mener une grève alors que seulement une minorité de 400 gars prenaient les choses en main, la majorité des travailleurs se cantonnant pendant les trois premières semaines dans une expectative bienveillante.

Jeudi matin, en arrivant à l'usine, on pouvait craindre le pire... Les flics étaient encore là. Quelques centaines de travailleurs de plus que la veille étaient rentrés travailler. La question se posait : où voulait donc en venir le pouvoir ? Cherchait-il à réduire le nombre de grévistes au point qu'ils ne soient plus au bout de quelques jours qu'une poignée ? Il est indéniable que la bourgeoisie, un moment, a joué cette carte. Mais, sans doute le nombre de grévistes ne diminuait-il pas suffisamment vite à son goût. La direction faisait l'analyse que le face à face sur «la place rouge», devant la porte principale, risquait de durer longtemps.

Jeudi matin, encore plus d'un tiers des salariés de l'usine n'étaient pas rentrés. Compta-tenu de la forte proportion de chefs et de cadres de tout poil rassemblés dans cette entreprise, cela signifie que le nombre d'ouvriers ayant accepté de rentrer alors que les CRS occupaient l'usine est somme toute assez faible.

## DES SIGNES QUI NE TROMPENT PAS

D'ailleurs le fait que les flics se soient retirés alors que nombre d'ouvriers étaient encore dehors, est un signe qui ne trompe pas : les grévistes ne rentrent pas exsangues. Plusieurs

autres indices le confirment. Cette déclaration par exemple d'un délégué CGT connu pour être particulièrement combatif : «Certes c'est un échec sur le plan revendicatif mais nous ne sommes pas laminés comme ils l'auraient voulu. On l'a bien vu à l'occasion

les avaient un peu secoués. De la même manière quand nous avons rejeté comme dérisoires les 1 200 F qu'on nous proposait comme avance sur salaire. Au bout d'une demi-heure de réflexion, le patron a doublé la mise. Enfin et surtout le patron a annulé la procédure de licenciement contre les 9 otages. Ces réactions, ce ne sont pas celles d'un patron qui croit avoir remporté une victoire totale».

Ceux qui pouvaient en douter n'avaient qu'à voir les grévistes entrer dans l'usine en manifestation, le poing levé et chantant l'internationale, les neuf ex-otages en tête.

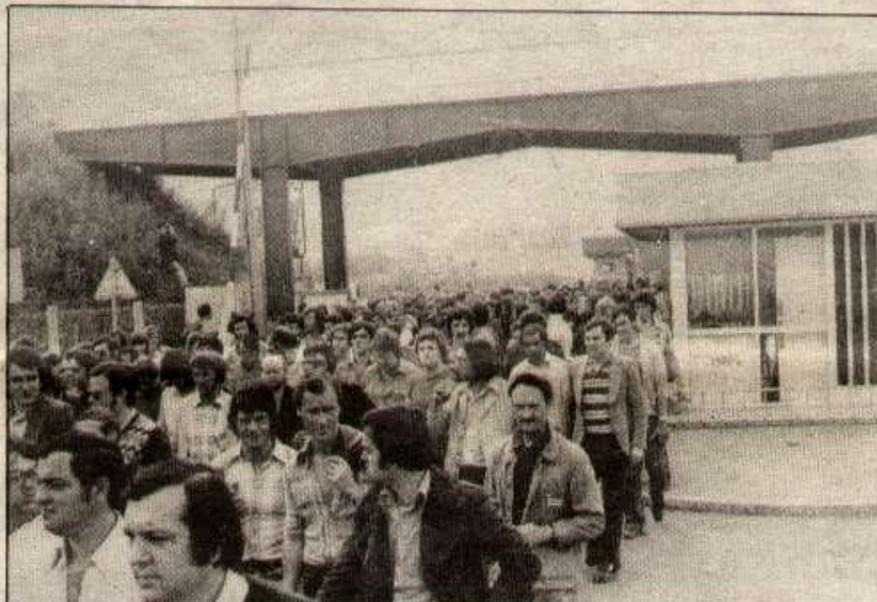
Enfin, l'organisation par

grève même longue ne suffit plus».

Dans une discussion, un gréviste devait d'ailleurs prononcer une phrase d'une portée plus longue qu'elle n'en avait l'air : «finalement, dit-il, c'est un problème politique». Oui, nul doute que le gros Barre, qui fêtera bientôt ses trois ans de méfaits, encourage l'intransigeance actuelle du patronat.

## L'UNITE SYNDICALE

Parmi les acquis de cette grève, il faut naturellement compter l'unité syndicale qui n'a pas faibli un seul instant entre les trois sections CGT, CFDT et FO. Et pourtant, tout le monde redoutait que ne se re-



Jeudi en fin de matinée, en chantant l'internationale, les grévistes entrent en manifestation dans l'entreprise, les 9 ex-licenciés en tête.

de la réunion que l'intersyndicale a demandé à la direction pour s'assurer, avant d'appeler à la reprise, qu'il n'y aurait pas de représailles. La direction s'est engagée à jouer un rôle modérateur auprès des jeunes qui avaient l'intention de porter plainte contre certains grévistes qui

l'intersyndicale d'une minifête l'après-midi devant les bureaux en fournit un nouvel indice. Non, il ne s'agit pas d'une défaite. A la vérité, et c'est essentiel, nombre de gars de RVI ont commencé à prendre conscience, comme le disait l'un d'entre eux, que «l'on n'est plus en 68, la

produisent les divisions qui avaient coûté si cher au mouvement en 1974.

C'est certain la plupart des grévistes rentraient avec la ferme intention de poursuivre la lutte à l'intérieur, et de faire payer tôt ou tard — certains disaient en septembre — son intransigeance à RVI.

## Société d'électronique de l'Ouest à Angers

## Lutte contre le règlement judiciaire

Pour le patron, cette décision est motivée par le fait qu'il faut aller vite pour conserver les marchés en cours, cette entreprise ne travaillant que pour la sous-traitance. Ce que ne dit pas la direction, c'est qu'un tiers du personnel, environ 80 personnes, risque de faire les frais de cette opération d'élagage. De plus, plusieurs travailleuses n'ont pas touché la totalité des acomptes auxquels elles avaient droit.

## MANIFESTATION DANS LA VILLE

Face à cette situation, dès mercredi matin, et avant que le règlement judiciaire ne soit connu, les

Le PDG de l'entreprise a déposé le bilan de la Société d'Electronique de l'Ouest, et la mise en règlement judiciaire a été effectuée mercredi par le tribunal de Commerce d'Angers.

employées de la société, à l'appel des 3 syndicats, CGT, CFDT et FO, ont manifesté dans le centre d'Angers leur opposition formelle aux licenciements et au chômage. Dans un tract diffusé en ville, elles expliquaient que pour fabriquer un central tout électronique, il faut quatre fois moins de personnes que pour un central électromécanique, et qu'on prévoit ainsi 15 000 licenciements d'ici 1982 dans le téléphone, dont 6 000 dans l'Ouest.

## UNE LETTRE A GISCARD

Par ailleurs, le Comité d'Entreprise, les syndicats et le personnel ont adressé mercredi une lettre au président de la République, dans laquelle ils écrivent notamment : «Le 18 avril 1978, lors d'une émission télévisée, vous déclariez à propos de la téléphonie : «Les licenciements seraient un scandale». Aujourd'hui, à la Société Electronique de l'Ouest, le dé-

pôt de bilan est annoncé, avec licenciements. Nous craignons également la fermeture de l'entreprise. Nous vous mettons donc, Monsieur le Président, face à vos propres déclarations».

Les signataires demandent, en terminant, l'arrêt immédiat de toutes les mesures de licenciement et de fermeture d'entreprise, et l'ouverture de négociations avec le patronat et le gouvernement, conduisant à une réelle politique industrielle et sociale, préservant les intérêts des salariés de la branche.

Corr. ANGERS

## ARSENAUX

5<sup>e</sup> semaine de lutte premières négociations avec Bourges

Vendredi matin, le ministre de la Défense, Yvon Bourges, recevait les responsables syndicaux des arsenaux, après 5 semaines de lutte du personnel. Pour les syndicats, c'est un premier succès, dans la mesure où dans un premier temps, Bourges ne voulait rien savoir avant la semaine prochaine. Il est vrai que dans tous les arsenaux, la lutte ne faiblit pas, au contraire. La forme de lutte adoptée, quelques jours de grève par semaine, permet aux gars des arsenaux de tenir longtemps ; après l'échec de la lutte l'an dernier à la même époque, sur les mêmes revendications (le rétablissement des décrets alignant leurs salaires sur ceux des métallos de la région parisienne), les gars des arsenaux n'ont pas l'intention de céder.

Ils le prouvent par la multiplication des initiatives, un peu partout. Jeudi, les ouvriers de l'arsenal de Clermont-Ferrand ont

manifesté à Chanonat devant le château de Giscard. A Cherbourg, depuis plusieurs jours, Radio Arsenal émet clandestinement et donne aux habitants des nouvelles de la lutte, en se branchant parfois directement sur les hauts parleurs installés dans les rues du centre ville...

Pour autant, l'ouverture de discussions ne signifie pas encore que Bourges va céder. L'enjeu est de taille, puisqu'il concerne 85 000 ouvriers et 45 000 fonctionnaires, et le gouvernement n'est sans doute pas prêt à lâcher un tel morceau. La violence de la répression dans plusieurs villes, en particulier à Brest, à Cherbourg, à l'arrestation et la condamnation à la prison ferme de deux ouvriers de Brest, sont là pour le prouver. Malgré les difficultés et les problèmes graves d'unité syndicale, la mobilisation se poursuit.

## ● Grève à l'Inra le soutien de Paysan-Travailleur

Le jeudi 21 juin, la quasi totalité du personnel de l'INRA était en grève. Cela pour s'opposer à une réforme profonde de l'institut, et de plus décidée sans aucune concertation avec les intéressés qu'il soit travailleur, qu'il soit utilisateur à un titre ou à un autre, ce qui est le cas pour les paysans.

Paysan-Travailleur apporte son soutien à la lutte des travailleurs de la recherche, quand ils s'opposent :

— Au démantèlement d'un office public qui, financé par la collectivité, servirait essentiellement aux intérêts des firmes privées.

— A ce que la recherche soit axée en fonction des besoins de rentabilité immédiate des firmes et des paysans déjà les mieux placés ; cela au détriment d'une recherche fondamentale.

Car, même si la recherche n'a pas servi également tous les paysans, et que le développement que nous connaissons n'est pas des meilleurs, nous pouvons imaginer quelle utilisation serait faite des nouvelles techniques si elles étaient «propriété» de firmes.

Le bradage de la recherche avicole, sous couvert d'un institut de sélection animale, au profit du «groupe Mérieux», est un exemple déjà très significatif.

En conséquence Paysan-Travailleur réaffirme son soutien aux travailleurs de l'INRA et invite tous ses militants et sympathisants à rechercher avec eux la meilleure forme de solidarité, selon la région.

## ● Stagiaires AFPA en lutte

Les stagiaires du Centre AFPA d'Alençon, en lutte depuis le 8 juin, ont adressé à l'ensemble des centres un appel à faire du mardi 26 juin une journée d'action sur les revendications suivantes :

— Abolition de la loi récente sur l'indemnisation des stagiaires entrant en stage.

— Statut de travailleurs.

— Salaire au moins égal au SMIC.

Sur les revendications internes au centre d'Alençon.

— Nourriture (qualité).

— Hébergement (lits de 70 cm de large, extinction des feux à 11 heures, draps et couvertures pliés tous les matins).

— Abattements d'heure (2 minutes de retard = 1 heure en moins en fin de mois).

# SOUSCRIPTION PERMANENTE

## 15 millions avant les vacances !

Nouvelle liste de souscription. Comme celles que nous avons publiées depuis notre appel «15 millions avant les vacances», elle reflète bien l'avancée dans la mobilisation autour du *Quotidien du Peuple*. Des ventes, des collectes, le soutien personnel de camarades ou d'amis. A Lyon, à Nantes, à Dunkerque, ces sommes, mêmes petites, collectées autour de nous témoignent que la mobilisation commence à s'engager.

Mais nous sommes encore loin de l'objectif. Ces 15 millions, nous ne pouvons en différer la collecte : nous en avons besoin pour assurer les paiements indispensables au fonctionnement du *Quotidien*, avant les congés et y compris pendant les congés. D'ores et déjà, nous sommes contraints d'envisager des restrictions importantes. Mais cela ne peut suffire à régler les retards de paiement, à empêcher l'accroissement des dettes. La somme que nous avons indiquée (15 millions), nous l'avons dit, c'est l'ensemble des dépenses incompressibles que nous devons effectuer dans les semaines qui viennent. Ne pas atteindre cet objectif, est-il besoin de le souligner, mettrait nécessairement le *Quotidien* en situation dramatique. Alors, nous devons renforcer la mobilisation qui a commencé à s'effectuer, multiplier les initiatives : proposons largement l'abonnement et le soutien au *Quotidien du Peuple*.

Camarades, lecteurs du *Quotidien*.

C'est par vos initiatives, par les sommes petites ou importantes que vous rassemblez que se fait le *Quotidien du Peuple*. Ecrivez les initiatives, les mobilisations pour le soutien au journal que vous organisez, auxquelles vous participez.

Renforçons notre effort !

En avant pour les 15 millions avant les vacances !

PARIS	
13 <sup>e</sup>	100
19 <sup>e</sup>	200
20 <sup>e</sup>	200
(J.L. pour 60 pages hebdomadaires).	
ANGERS	
A.B.	200
SAINT-LOUIS	
M.A.	350
BOURGOIN	
L.L.	300
NANTES	480
BESANÇON	225
DUNKERQUE	
M.M.	200
CHAMBERY	300
VILLEFRANCHE/SAÔNE	
Vente	210
BRON	300
VAULX-EN-VELIN	530
VENISSIEUX	500
TOTAL	4 095
TOTAL PRECEDENT	67 925,10
TOTAL GENERAL	72 020,10

## LUTTES OUVRIERES

Foyer Sonacotra de Sainte-Geneviève-des-Bois

# RASSEMBLER LES CONDITIONS POUR LA VICTOIRE

Au foyer de Sainte-Geneviève-des-Bois, quartier Saint-Hubert, une réunion de soutien à la lutte des résidents rassemblée le mercredi 20 juin près de 50 personnes. C'est, pour la première fois, une large mobilisation en vue d'un travail suivi. Des organisations françaises, tant syndicale (CFDT, absence de

la CGT pourtant invitée) que politiques (PC, PS, PSU, PCRml) et autres organisations du quartier (ACAFI : association culturelle d'amitié français-immigrés, et Centre Protestant) ainsi qu'une organisation d'immigrés, l'UTIT : Union des Travailleurs Immigrés Tunisiens.

Le comité de résidents, présent, fit tout d'abord l'historique de la lutte depuis 1976, et la discussion s'engage sur les conditions de vie dans les foyers, sur les droits de plus en plus menacés des immigrés, avec une intervention tout à fait remarquable d'un résident sur la précarité des conditions de vie, et la solitude de tous les instants qui sont leur lot quotidien...

Discussion sur la base du soutien : la plate-forme revendicative. Une discussion s'engage car le PCF reste sur ses positions (non-reconnaissance de la plate-forme de la coordination) et met en avant ses propres propositions et ses propres actions : à l'Assemblée Nationale, dans l'Essonne localement avec la signature de pétitions, et la proposition de soutenir individuellement tout résident en difficulté. Les interventions ne manquent pas pour expliquer et défendre les revendications et la lutte des résidents, telles qu'ils l'ont définie. Sur l'aspect financier, la responsabilité de la Sonacotra qui a toujours refusé les négociations depuis le début est dénoncée, le coût du service que paient les résidents est mis en avant : 270 F par mois, c'est l'équivalent de 3 000 F de charges pour un F5, le loyer étant de toutes les façons largement payé par le FAS, qui prend cet argent sur les allocations familiales dues aux résidents. Le problème des droits aussi est fortement mis en avant. Les résidents demandent justement les droits de locataires, et dans ce cadre, ne refuseraient certainement



pas de payer un loyer, malgré les affirmations de la bourgeoisie qui veut faire croire le contraire pour diviser les travailleurs. Non, les résidents ne mènent pas une lutte irresponsable. Ce qu'ils refusent, ce n'est pas de payer un loyer, puisqu'ils ne sont pas locataires, ce qu'ils refusent, c'est le foyer-internat-prison, où ils n'ont aucun droit et vivent dans des chambres de 6 m<sup>2</sup> ; bref, ce qu'ils demandent, c'est leur dignité d'hommes et de travailleurs.

Le comité de soutien, à la suite de cette réunion, prend donc un nouvel essor, en regroupant des représentants de toutes les organisations politiques, syndicales et associations présentes. Bien que le PCF n'adhère pas à la plate-forme, il lui est proposé de s'associer ponctuellement

aux initiatives prises par le comité de soutien, en accord avec les résidents.

Corr.  
SAINTE-GENEVIÈVE-  
DES-BOIS

## Sainte-Geneviève-des-Bois (91)

### Fête de l'A.C.A.F.I.

(Association culturelle d'amitié  
français-immigrés)  
Les 23 et 24 juin

Fête de l'amitié, des résidents du foyer Sonacotra, de la population du quartier des Aunettes

- Au centre de La Balise
- 1 rue Joliot Curie - Résidence Saint-Hubert
- Entrée gratuite (bons de soutien : 10 francs)

#### • Au programme :

Samedi : 10 heures : bourse aux vêtements  
20 h 30 : film, «*Elise ou la vraie vie*», suivi d'un débat sur le racisme quotidien

#### Dimanche :

- fête populaire, buffet, bar, stands, jeux
- spectacles : groupe de théâtre de l'UTIT ; El Jamair (musique marocaine) ; El Orbane (musique algérienne) ; Mara (chanteuse espagnole) ; chants et musique du Portugal

## Grève à Framatome

# LES DÉLÉGUÉS CONDAMNÉS A DES AMENDES !

Depuis plusieurs jours, les ouvriers de Framatome à Chalon occupaient par roulement le local de stockage du matériel de contrôle à ultra-sons, et bloquaient la sortie d'une cuve destinée à la centrale nucléaire de Braud-Saint-Louis.

La direction a aussitôt assigné, pour entrave à la liberté du travail, 5 délégués du personnel et les secrétaires CGT et CFDT de la métallurgie de Chalon. Ils ont été condamnés à 50 F par jour d'occupation.

La direction tente ainsi, dans un premier temps, de

briser la lutte par les pressions financières ; son intention était aussi, sans doute, en incluant les délégués locaux des syndicats de la métallurgie, de faire pression sur les syndicats eux-mêmes, pour les amener à jouer un rôle modérateur. C'est un échec.

Les ouvriers ont décidé d'abandonner le blocage du local de contrôle, pour éviter que le lock-out des contrôleurs (26) ne s'étende à tous les ouvriers. Par contre, l'immobilisation de la cuve est fermement maintenue, et Framatome ainsi qu'EDF ont déjà

perdu des sommes considérables du fait du retard de livraison : immobilisation de la barge devant transporter la cuve jusqu'à Marseille, puis du cargo ; EDF devra arrêter le chantier de la centrale car rien ne pourra être fait tant que la cuve ne parviendra pas.

Ce week-end, un groupe de travailleurs a assuré

l'occupation des portes et de la cuve.

Au Creusot, la division Framatome à Creusot-Loire est occupée par les ouvriers ; à Paris, des collectes de solidarité ont été faites chez les employés du siège social.

Corr.  
CHALON-SUR-SAÔNE

Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP225 75 924 Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 Compte N°668 J  
CCPN°23 132 48 F - Paris  
Directeur de Publication : Y. Chevat  
Imprimé par IPCC - Paris Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

# A propos des quatre modernisations socialistes de type chinois (2)

On a examiné dans un précédent article le rôle décisif joué par la réalisation des 4 modernisations dans le développement et la consolidation du socialisme en République populaire de Chine aujourd'hui. On voudrait fournir ici un certain nombre d'éléments sur la signification et la mise en œuvre de la décision adoptée par le comité central du Parti communiste chinois, lors de sa 3<sup>e</sup> session plénière tenue en décembre : *centrer l'activité du parti sur la réalisation des 4 modernisations.*

## Centrer l'activité du parti sur la réalisation des 4 modernisations

Il semble d'abord nécessaire de lever une éventuelle incompréhension qui pourrait surgir de la lecture d'un tel mot d'ordre. En effet, il ne s'agit pas, et on le verra dans quelques exemples du

intense travail d'explication et de critique de la ligne des «Quatre», de réorganisation du Parti a été mené, la transformation de la superstructure, obstacle au développement de l'infrastructure, jouait un rôle décisif, constituait une tâche première. L'appréciation portée par la 3<sup>e</sup> session plénière du CC du PCC, c'est justement que le mouvement de critique de Lin Biao et des «Quatre» tel qu'il avait été lancé depuis octobre 1976, et impulsé par le 11<sup>e</sup> congrès d'août 1977, que ce mouvement là est pour l'essentiel terminé, et que c'est cela qui rend possible justement de centrer l'activité de tout le parti sur la réalisation des quatre modernisations.

Une telle affirmation ne signifie pas que le PCC abandonne l'étude et la critique de la ligne des «Quatre»; au contraire, les articles précédents montrent qu'une recherche très poussée est effectuée sur les origines d'une telle ligne, sur les raisons

ces mesures exige certaines transformations des rapports de production et de la superstructure que le Parti s'efforce de définir et de réaliser. C'est dans ce cadre que s'inscrivent par exemple tous les efforts du Parti pour développer la démocratie socialiste, libérer les esprits, mobiliser tous les facteurs positifs.

## Responsabilité du directeur sous la direction du comité de parti

Concrètement, en dehors des différents aspects qui viennent d'être rappelés, quelle est au niveau d'une entreprise la signification du mot d'ordre «centrer l'activité du Parti sur la réalisation des 4 modernisations»? La visite que nous avons pu effectuer notamment au complexe pétrochimique de Si Shan fournit un certain nombre d'éléments précis sur cette question.

Le directeur doit en référer au comité de Parti. Cette séparation des responsabilités entre le directeur et le secrétaire du comité de parti, entre l'administration de l'entreprise et l'organisation du Parti, qui n'était pas en vigueur l'année dernière dans les entreprises que nous avons visitées, permet au Parti de se consacrer aux questions importantes : l'examen du plan de production et son accomplissement, le travail politique et idéologique auprès des travailleurs de l'entreprise, l'extension de la démocratie socialiste au sein même de l'entreprise...

Comment se mène ce travail politique? Partout où nous sommes passés, il nous a été expliqué l'importance du travail idéologique : «l'élévation du niveau de conscience communiste n'a pas lieu mécaniquement avec le développement des forces productives», nous a-t-on souvent dit. Ne retenir des moyens mis en œuvre en Chine pour développer la production que le

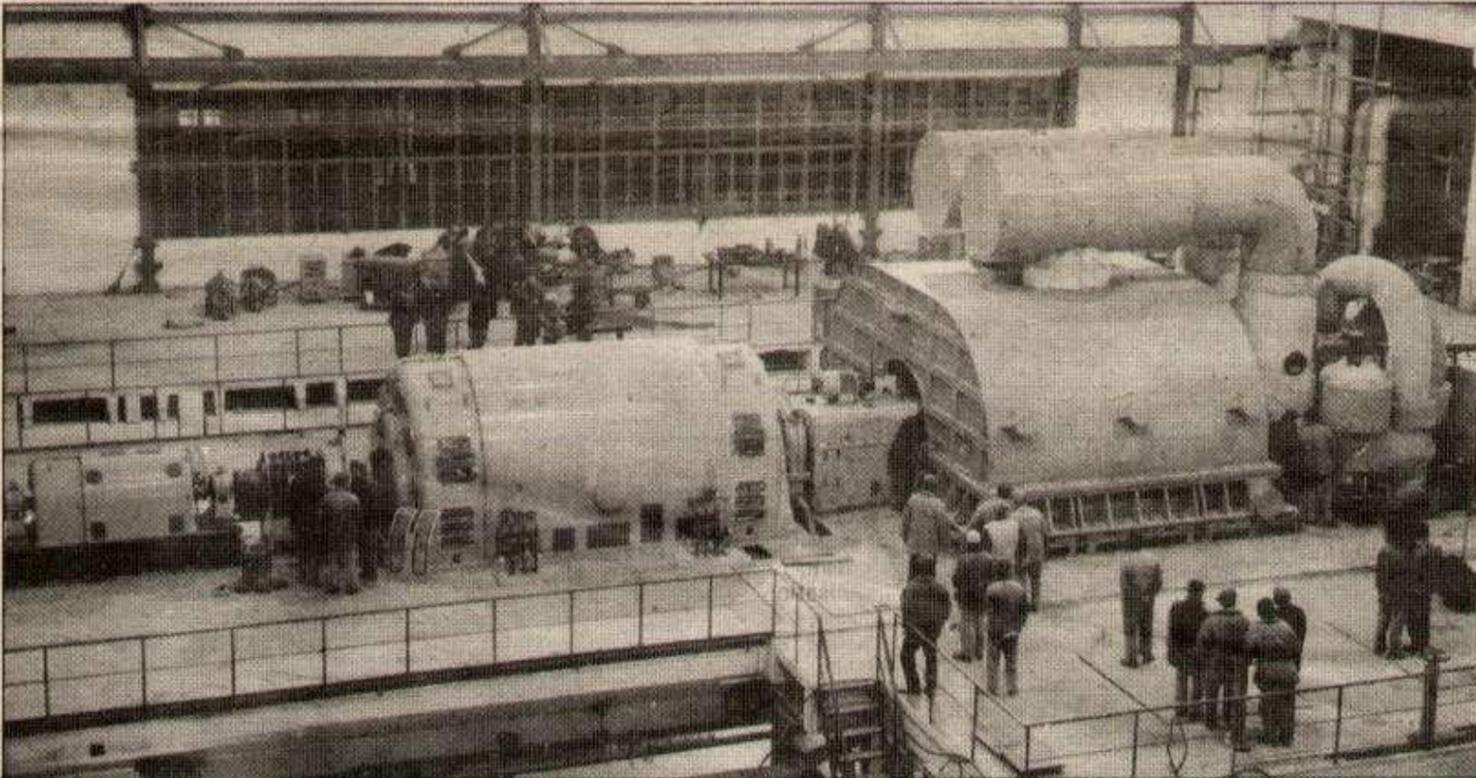
## Le rôle des syndicats

Par exemple, le syndicat du complexe de Ji Shan a environ 80 % d'adhérents parmi les travailleurs du complexe. Des représentants sont élus sur la base des activités, un représentant pour 50 travailleurs environ. Des conférences de représentants sont convoqués régulièrement notamment pour discuter du plan annuel. A de telles conférences les représentants prennent connaissance du rapport de la direction où celle-ci rend compte de la production accomplie et des plans de production prévus; le secrétaire du comité du Parti y présente aussi un rapport où il explique politiquement les exigences de la production, les objectifs visés. Tous les ateliers discutent de ces propositions, font des suggestions, réfléchissent aux moyens concrets à mettre en œuvre. Ce n'est qu'après ces discussions et cette mobilisation que le plan est définitivement adopté.

En Chine, et c'est une différence notoire avec les pays capitalistes, où les syndicats constituent avant tout l'instrument de résistance et de combat des travailleurs contre leur patron, les syndicats constituent aussi un moyen important de mobilisation idéologique et politique sur les tâches de l'heure. Pas tant parce qu'il y aurait une surreprésentation des membres du Parti au sein des conférences de représentants (à Ji Shan, pour la dernière conférence des représentants, un tiers était membre du Parti), que parce que l'organisation syndicale permet de centraliser et de formuler les demandes des travailleurs tant en explicitant les orientations arrêtées pour l'entreprise et en mobilisant les travailleurs dessus. Pour faire ce travail, le syndicat tient des conférences, organise les discussions dans des clubs, à la radio du complexe. Le syndicat s'occupe aussi de l'amélioration des conditions de vie des travailleurs (logements, équipement culturel...).

De même, le rôle de la Ligue communiste de la Jeunesse est particulièrement important dans le complexe de Ji Shan où une écrasante majorité des travailleurs a moins de 25 ans, l'usine étant de construction récente, 1974, et son personnel ayant été constitué au fur et à mesure par des contingents de jeunes de Shanghai dès la fin de l'école secondaire. L'importance de l'éducation sur l'idéal communiste, sur la nécessité de réaliser les 4 modernisations socialistes de type chinois, est particulièrement soulignée pour former les continuateurs de la révolution socialiste. D'où l'importance accordée à la reconstruction de la Ligue communiste de la Jeunesse aujourd'hui.

On voit ainsi que le travail politique du parti, au sein même de l'entreprise, permet de régler les contradictions qui surgissent entre les travailleurs, de stimuler la production, et de renforcer la conscience communiste chez les travailleurs.



Centrale électrique nouvellement construite à Shanghai

travail du Parti communiste chinois dans des entreprises, que notre délégation a pu visiter, de transformer les membres du Parti en des gestionnaires exclusifs des tâches économiques, il ne s'agit pas non plus d'une sorte d'abandon des tâches politiques et idéologiques du Parti au profit du seul accomplissement des tâches de la production.

Non, le sens d'un tel mot d'ordre est surtout de caractériser la période actuelle comme une période où la transformation de la superstructure n'est plus la tâche première, essentielle, à accomplir pour progresser dans l'édification du socialisme, mais au contraire une période où l'infrastructure et son développement jouent un rôle essentiel dans le développement de la société (cf. QdP daté du 13 juin). Lors du déclenchement de la Révolution culturelle, ou lors de la période de deux ans, qui va de la chute des «Quatre» jusqu'à la fin de l'année 1978, où un

qui lui ont permis de dominer dans certains secteurs, sur la caractérisation politique même de cette ligne qui est aujourd'hui critiquée comme une ligne ultra-gauche, marquée par un idéalisme poussé, en avance sur les conditions objectives, non conforme à la réalité. Plus largement, centrer l'activité du Parti sur la réalisation des 4 modernisations, ne signifie pas qu'il ne s'agisse pas d'une tâche politique. L'insistance du Parti communiste chinois à souligner aujourd'hui «les 4 persévérances» (s'en tenir à l'édification socialiste, s'en tenir à la dictature du prolétariat, s'en tenir à la direction du parti, s'en tenir au marxisme-léninisme et à la pensée Mao Zedong), montre assez clairement que les tâches du Parti ne se résument pas à la recherche de mesures économiques qui permettent un développement planifié, équilibré et à haute vitesse, mais qu'au contraire, la mise en œuvre de

D'abord, l'entreprise fonctionne sous le système de la responsabilité du directeur sous la direction unifiée du comité de parti (volontairement, il n'y a pas confusion entre le directeur de l'usine et le secrétaire du comité du Parti). Les questions importantes concernant l'orientation du travail économique sont discutées au sein du comité de parti collectivement. Une fois que les décisions sont prises, le directeur est chargé de les mettre en exécution. Le directeur doit faire un rapport trimestriel sur le travail accompli et les travaux prévus pour les trois mois à venir; cela est mis en discussion et donne lieu à de nouvelles décisions du comité de parti. Le directeur et la direction de l'entreprise aux différents niveaux, sont chargés d'expédier les affaires courantes du fonctionnement de l'entreprise, conformément à la politique définie. Face à des questions importantes concernant l'orientation à pren-

recours aux stimulants matériels, c'est ignorer l'intense travail idéologique d'éducation communiste développé par le Parti. Le parti est aussi amené souvent à convoquer dans l'usine des meetings pour expliquer la ligne du Parti, faire comprendre les orientations; il intervient aussi au niveau des organisations de masse qui ont été progressivement reconstruites depuis 1977: les syndicats, la Ligue communiste de la Jeunesse, l'Union des Femmes... Ces organisations de masses détruites pour la plupart dans la période précédente, du fait de la ligne des «Quatre», constituent aujourd'hui un élément important pour organiser les masses, favoriser le débat en leur sein, permettre au Parti de formuler les mots d'ordre appropriés en recueillant les avis et les suggestions des travailleurs, permettre au Parti d'expliquer et de développer les orientations du comité central, de la municipalité...

## POLITIQUE

Le comité central du PCF, dont c'était la première réunion après sa désignation au 23<sup>e</sup> congrès, avait deux points à son ordre du jour, jeudi 21 juin. D'une part le bilan des élections européennes, et d'autre part «l'organisation des tâches» après le congrès.

Sans préjuger de ce qui s'est dit à l'intérieur du CC (*L'Humanité* parle d'une «riche discussion»), on remarquera l'assez grande pauvreté de la partie du rapport de Marchais concernant les élections européennes. Comme l'avait fait le BP dès le 10 juin au soir, Marchais retient quatre grands enseignements de ces élections: «Le consentement populaire à l'intégration européenne n'a pas été obtenu», il y a «un reclassement au sein de la droite au profit du parti giscardien», on enregistre «un recul du parti socialiste» et enfin, «le PCF maintient son influence». Selon une pratique déjà connue, la direction du PCF s'attribue de manière éhontée une large partie des abstentions, mais aussi une partie des voix recueillies par les «petites listes» et même certaines voix du RPR «qui ont été abusées par les propos démagogiques de Chirac et Debré concernant la défense des intérêts de la France». Marchais est cependant beaucoup moins triomphaliste quand il s'agit de parler des voix obtenues effectivement par le PCF. Il passe sous silence les quelque 1 700 000 voix perdues par le PCF par rapport aux législatives de mars 1978, pour ne regarder que le maintien du pourcentage, ce qui n'a pas grande signification eu égard au très grand nombre d'abstentionnistes. De la même manière, Marchais fait le silence le plus complet sur la manière dont les thèmes de la campagne du PCF ont pu faire recette. Hormis dans

l'Hérault, département de Maffre-Baugé, on ne constate nulle part une poussée sensible du PCF, alors même que le nationalisme, les propos contre l'élargissement de l'Europe, ou contre «l'Europe allemande» étaient destinés justement à gagner des voix, en mordant sur un électeur qui n'est pas traditionnellement celui du PCF. Marchais se tait là-dessus, se contentant simplement de constater une grande diversité des situations: «Le maintien global de l'influence de notre parti provient d'un double mouvement: d'une part une progression, et de l'autre une stagnation ou un recul».

Après s'être attribués les abstentions, Marchais change de ton lorsqu'il s'agit de parler des abstentions qui ont touché le PCF; ainsi constate-t-il que «des premières informations qui nous sont parvenues, il apparaît que les abstentions ont été plus nombreuses dans certains quartiers populaires. On voit combien est nécessaire, impérative une élévation de l'activité de notre parti partout où ce phénomène peut être constaté».

Pour sa première discussion, le nouveau CC du PCF a raté son entrée. Les thèmes mis en avant durant la campagne ont suscité beaucoup d'interrogations chez les militants, et même parfois des critiques ouvertes. Aucun bilan n'en est tiré, alors même que l'efficacité de ces thèmes, pour le PCF, s'est avéré quasiment nul-

## COMITE CENTRAL DU PCF

## ● Le bilan des pertes de voix européennes n'est pas tiré

## ● La direction accroît son efficacité

le. Alors de deux choses l'une: ou bien le CC estime qu'il n'y a absolument rien à redire à la manière dont la campagne a été menée, et alors il faut bien considérer que le nationalisme et le chauvinisme outrancier sont partie intégrante de la ligne du PCF, ou bien, deuxième solution qui n'est d'ailleurs aucunement contradictoire, le CC a «évité» de tirer le bilan de ce qui est à l'évidence un insuccès du PCF dans les deux cas, les militants ont raison de s'inquiéter.

### UNE NOUVELLE RESTRUCTURATION DE LA PRESSE

La deuxième partie du comité central, qui a été expédiée en un temps record, était consacrée à l'organisation des tâches. De ce point de vue, les décisions prises sont dans le droit fil du 23<sup>e</sup> congrès. Ainsi, le congrès avait-il fixé trois secteurs d'intervention prioritaires, prioritaires en fait parce que le PCF y rencontre actuellement de sérieuses difficultés.

Dans les entreprises tout d'abord, où le PCF, en se fixant l'objectif de nouvelles cellules (2 000 dit-il) tente par là d'accroître sa spécificité par rapport aux autres partis bourgeois. Le CC n'a pris aucune décision concrète, si ce n'est de convoquer une session

spéciale, à la rentrée probablement, sur cette question. Jean Colpin reste responsable de cette tâche.

Dans la jeunesse ensuite, où les chiffres d'adhérents à la JC ne font illusion pour personne, pas même au PCF. Là encore, un comité central sera spécifiquement consacré à cette question, dont Fiterman devient le vrai responsable.

Chez les intellectuels enfin. C'est là qu'apparaissent les seules réelles nouveautés. On le savait depuis le 23<sup>e</sup> congrès, le PCF va tenter d'améliorer son image de marque dans une couche définie de manière extrêmement vaste et confuse, puisqu'elle concerne aussi bien les enseignants que les artistes ou les scientifiques. En février 1980, un CC portera spécialement sur ce thème, avec pour fonction de redéfinir les «grands principes» du PCF en la matière. Un texte préparatoire sera publié fin octobre-début novembre pour être soumis à discussion, avec notamment publication de tribunes dans *L'Humanité*. L'expérience Elleinstein ayant, semble-t-il, été jugée concluante, la direction joue donc la carte de l'expression libre des intellectuels, sans grand risque puisque les questions essentielles, celles concernant la ligne politique, ne seront pas

débatues. Autre nouveauté, de taille, la fusion de *France-Nouvelle* et de *La Nouvelle Critique*. On sait les difficultés que la direction avait rencontré avec ses deux journaux, peu vendus, d'une part, et foyers de contestation d'autre part. La transformation de *France Nouvelle* et de *La Nouvelle Critique* en un seul hebdomadaire destiné aux intellectuels permettra d'une part d'écarter les rédactions d'éléments récalcitrants, et d'autre part, de doter le PCF d'un journal peut-être plus libre d'expression, en apparence, mais qui n'aura pas la prétention d'exprimer les positions «officielles» du PCF. C'est *L'Humanité Dimanche*, au si pauvre contenu, qui devient maintenant l'hebdomadaire central. Le nouveau journal servira en quelque sorte d'hameçon pour la pêche aux intellectuels que s'approprie la direction. Après avoir «normalisé» l'UEC dans les années 1970, puis plus récemment la fédération des Bouches-du-Rhône, Hermier est chargé de la mise en place de cet hebdomadaire.

Dans la même optique «Institut Maurice Thorez» et le «centre d'études et de recherches marxistes» fusionnent. Peut-être serait-il d'ailleurs plus juste de parler d'absorption par le premier du second. Le CERM, dont le sous-directeur était Elleinstein, me-

nait des recherches jugées parfois trop «marginales» par la direction. L'organisme unique se consacrera essentiellement à la rédaction de la «nouvelle histoire du PCF» décidée au congrès.

Enfin, la répartition des tâches au sein du BP, qui avait fait couler beaucoup d'encre dans la presse bourgeoise, n'apporte pas de modifications telles qu'on puisse y voir une profonde signification politique.

Parmi les nouveautés, on retiendra l'arrivée de Fiterman à la section «propagande et communication» tandis que Herzog le remplace logiquement à la section économique. Gisèle Moreau devient responsable de la section «femmes» à la place de Madeleine Vincent, qui s'occupera désormais des élus. Guy Hermier prend en main les intellectuels, Juquin jouera le rôle de porte-parole et Francette Lazard dirigera les historiens. Quant aux autres membres du BP, ils ne changent pas de fonction: Leroy reste directeur de *L'Humanité* et de *L'Humanité Dimanche*, Paul Laurent reste à l'organisation, Gremetz à la politique extérieure, Gosnat aux finances, et Plissonnier, toujours discret, à la «coordination du travail du bureau politique et du secrétariat».

N.D.

Depuis 15 jours maintenant, les examens sont bloqués à l'université de Lille I et le mouvement semble s'étendre à l'université de Lille III. On peut parler déjà d'une première victoire dans la mesure où le mouvement tient ferme sur ses positions contre la direction de la fac, où les objectifs de blocage sont maintenant connus largement, et où une popularisation semble se réaliser concrètement autour des étudiants.

Ainsi, par exemple, à l'Assemblée générale du jeudi 21 juin, c'est une délégation CGT-CFDT mandatée par les travailleurs de Stein qui est venue apporter son soutien. A Stein, un travail contre les mesures racistes de Bonnet est engagé depuis plusieurs semaines. «Si on se bat contre la loi, ce n'est pas parce que ce sont des immigrés qu'il faudrait soutenir, mais parce que ce sont des travailleurs comme nous» disait le délégué CFDT en soulignant la nécessité d'un emploi pour tous. «Après les immigrés, ce seront les femmes et puis les jeunes». Le délégué CGT a insisté sur la nécessité de sortir de l'isolement (dans sa boîte ou dans la fac) pour lutter: «Devant un problème crucial tel que celui des libertés, il faut mettre les bouchées doubles, et d'abord abattre la loi Bar-

re-Bonnet». Au travers des immigrés «ce sont les libertés démocratiques qui sont menacées». La délégation s'est ensuite retirée en promettant d'informer les travailleurs de Stein dès le lendemain matin. Face à tous ceux qui traitaient les étudiants d'irresponsables et de minoritaires, cette manifestation de solidarité fait la preuve de la vitalité du mouvement.

### «MIGEON, UNE ATTITUDE DE PATRON»

La force du mouvement s'est manifestée mercredi matin par le blocage de l'administration. La direction de la fac, élue sur liste syndicale SNESup, a alors appelé les renseignements généraux. C'est, dit le comité de grève, dans la logique de l'attitude de la direction depuis le début de la grève: Une attitude

de patron. C'est, premièrement, l'appel à un contre-piquet, «paradoxe d'une direction de gauche qui s'appuie sur des professeurs réactionnaires»; deuxièmement, la volonté systématique de diviser étudiants étrangers et français, en présentant devant l'opinion le mouvement comme étant le fait de minoritaires étrangers; troisièmement, la décision de faire passer les examens hors de la fac. Tout ce que veut la direction, «c'est montrer à l'opinion publique que l'ordre est rétabli à l'université». La force et l'unité du mouvement ont fait reculer la direction: elle semble accepter de négocier sur les bases des étudiants. Mais il faut attendre la réunion du conseil d'université, vendredi matin, et on ne peut guère faire confiance à une telle direction, dit le comité de grève. Il faut donc encore se préparer à

se mobiliser dès lundi matin pour le blocage.

### «LA LUTTE CONTRE LE RACISME EST DEVENUE A LILLE I PRINCIPALE ET COMMUNE»

Rien d'ailleurs n'a changé par rapport aux objectifs fondamentaux du mouvement. C'est «un mouvement délirant» dit le comité de grève, en ce sens qu'il n'a pas de revendications précises de type corporatiste à avancer; c'est une lutte contre le racisme, contre les mesures fascistes du gouvernement: «il y a dans la pensée occidentale des mentalités colonialistes et racistes; la lutte contre le racisme a toujours été marginale en France. Ceux qui ont le droit à la parole, les grandes organisations politiques et syndicales,

n'ont pas fait un grand travail de popularisation de masse; par ailleurs, les médias jouent un rôle de dénigrement systématique. Dire que Arenc existe, ça n'arrange pas tout le monde. La question des droits de l'homme, dans notre pays, cela gêne tout le monde, y compris la gauche. On l'avait vu avec les Juifs avant la guerre, on le voit maintenant avec les immigrés».

Le mouvement ne pouvait donc pas immédiatement être perçu comme tel. Plusieurs fois, dit le comité de grève, «on est venu nous voir pour nous dire: «Qu'est-ce que vous voulez? Il faut le dire et vous l'aurez!». Or, il n'y a pas de revendications, il n'y a qu'une volonté de lutte contre la loi Bonnet». Volonté de lutte et unité dans la lutte. «Le mouvement dure depuis 15 jours, avec des gens qui se

lèvent tous les jours à 6 heures. Ce n'est pas une grève de cours». Quelle que soit l'unité du mouvement, la réelle unité qui s'est ainsi forgée laisse des perspectives pour les vacances et pour la rentrée. Et dans la mesure où le problème du racisme reste présent, le mouvement peut repartir. Selon le comité de grève, il y a donc une victoire sur deux points. Premièrement «on a foutu le bordel sur un point sur lequel on n'avait pas le droit; à la rigueur, on tolère la lutte des sidérurgistes, mais pas la lutte contre le racisme. Deuxièmement, le mouvement n'est pas marginal, il regroupe Français et étrangers sans distinction».

Dès lundi, il y aura des AG et vendredi 22 juin, à 17 heures, une manifestation devait avoir lieu à Lille. Le PCR y apporte son soutien.

Corr. LILLE

## A LILLE, UNITÉ CONTRE LE RACISME

## Mines d'uranium dans l'arrière-pays niçois

LA «RANDONNEE DE LA VIE»  
CONTRE LA COGEMA

Pour satisfaire les exigences en approvisionnement d'uranium de son ambitieux programme électro-nucléaire, le gouvernement français a entamé une série de prospections minières à l'intérieur de l'hexagone. Les besoins seront tels, qu'il est obligé d'accélérer l'exploitation nationale déjà grandement insuffisante, tout en recherchant des marchés à l'extérieur (Afrique, Canada, Mauritanie...). Partie intégrante de son programme nucléaire, le pouvoir opère dans la recherche et l'exploitation de l'uranium, avec le même autoritarisme, le même mépris pour les populations concernées qu'avec l'implantation de ses centrales.

Ainsi, dans l'arrière-pays niçois, le 2 novembre 1978, paraissait dans le journal régional un entrefilet annonçant l'ouverture d'une «enquête publique». Celle-ci concernait l'ouverture de deux permis exclusifs de recherche d'uranium, au profit de la COGEMA (filiale privée du Commissariat à l'Energie Atomique, CEA). Une «enquête» entourée d'une grande discrétion, mais qui se heurtera à une

## Comment avez-vous eu connaissance du permis de recherche ?

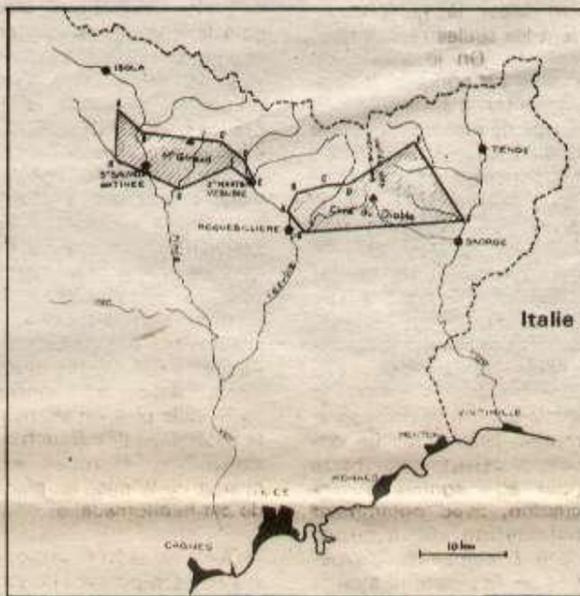
On l'a appris par hasard, par les Amis de la Terre qui nous ont envoyé une lettre. Nous n'avons jamais eu confirmation par des voies officielles.

La municipalité a organisé, avec la participation des Amis de la Terre, un débat qui a rassemblé 200 personnes. Comment avez-vous poursuivi l'information ?

Nous avons pris une délibération au conseil municipal, qui est de refuser la demande de permis actuel en raison du secret qui l'entoure : cela cache quelque chose. Nous nous indignons de ce procédé qui n'est pas du tout démocratique, en demandant des précisions. Mais nous n'avons jamais eu de réponse officielle. Nous avons essayé d'informer la population le plus largement possible, par un bulletin municipal avec deux pages entières résumant la position des Amis de la Terre, et nos soucis. Nous allons essayer de demander des renseignements au préfet pour savoir où se trouve actuellement le dossier de la COGEMA : ici, à Mar-

intervention des Amis de la Terre, qui feront largement connaître ce projet, expliquant les nuisances graves liées à l'ouverture d'une mine d'uranium dans la région. Un comité de défense se créait, regroupant de nombreuses associations ou organisations, dont des municipalités, et aussi des organisations d'Italie, dont les régions frontalières sont également menacées.

Contre les dangers de pollution, les risques encourus par la population, et l'autoritarisme du pouvoir et de la COGEMA, une «Randonnée de la Vie», aura lieu sur les sites prospectés, concrétisant ainsi le travail d'information et la mobilisation qu'ont su créer les organisations, dont les Amis de la Terre ont été les initiateurs. Nous publions ci-dessous une interview, recueillie par notre correspondant, de Gérard Maria, conseiller municipal de Roquebillière (Union de la Gauche), municipalité qui a rejoint les vingt organisations appelant à la «Randonnée de la Vie».



Les sites prospectés par la COGEMA

seille ou chez le Ministre ?

Vous prononcez-vous contre les mines d'uranium seulement à cause du secret dont s'entoure l'Etat, ou pour d'autres raisons, notamment pour approfondir les dangers réels ?

Il y a des choses inquiétantes : les gens qui sont chargés de prendre des mesures de protection, et d'effectuer les mesures de radio-activité ambiante

sont tenus au secret (cf. encart).

D'autre part on ne se sent pas compétent, pas capable de trancher entre «est-ce qu'il faut le nucléaire ou pas ?». S'il faut le nucléaire, il faut les mines. C'est un problème qui englobe d'autres : l'indépendance nationale, les économies d'énergie. Cela débordent largement le problème des mines.

Faut-il débattre du nucléaire en général, ou de ce que les mines d'uranium nous apporteraient dans la région ?

Après l'information des Amis de la Terre, nous avons discuté de tout ça :

— Est-ce que cela apporte des emplois ? On a vu que cela en amène très peu, avec des risques professionnels énormes sur le plan santé.

— La pollution nous a inquiété, d'autant plus que l'on a des sources thermales, à Berthemont, radioactives, légèrement chaudes et l'on craint une augmentation de la radio-activité qui perturberait les sources.

— La pollution atmosphérique avec le radon.

— Les transports d'acide, la dégradation des routes.

— Les risques encourus par la population.

— La destruction du site des Merveilles sans que la commune ait un bénéfice en rapport avec les problèmes posés.

Au sein du conseil municipal on n'a pas de position ferme pour ou contre le nucléaire. Il y en a en particulier deux qui sont de l'EDF, dont l'un dit que le nucléaire n'est pas trop

## SELF-SERVICE

C'est le ministre de l'industrie, Monsieur André Giraud, qui délivrera les permis de recherches à la COGEMA (chargée de l'exploitation des mines d'uranium) dont le président d'honneur est... Monsieur André Giraud (voir plus haut...).

dangereux ; que c'est un truc normal, qu'on est obligé de passer par là. On essaie de se renseigner auprès de l'EDF, de la COGEMA.

Ce qui nous inquiète aussi, c'est la durée des périodes radioactives : ça engage les générations à venir.

## La Randonnée de la Vie :

Samedi 23 juin : animation au refuge de Neige et Merveilles (route des Mesches, par Saint-Dalmas de Tende) : informations, débats...

Dimanche 24 juin : quatre marches simultanées sur le col de Raus : départs de : — l'Aution fléchage depuis le col de Turini. 1 h 30 de marche facile jusqu'au col de Raus.

— Fromagine : fléchage routier 1 km avant Fontan, direction vallée du Cayros. 1 h 30 de marche de difficulté moyenne jusqu'au col de Raus.

— La Gordolasque : fléchage routier depuis Belvédère. 2 h 30 de marche de difficulté moyenne jusqu'au col de Raus.

— Neige et Merveilles : fléchage routier depuis Saint-Dalmas de Tende. 4 heures de marche assez difficile jusqu'au col de Raus.

Au col de Raus : rassemblement et allumage des feux à 13 heures...

● Marignane ;  
les contrôleurs aériens  
expulsent un militaire

Suite à une série de tractations entre militaires et civils de l'aviation, dues au fait que l'aéroport de Marignane est enclavé entre trois bases aériennes militaires, et que se posent donc des problèmes de couloirs, l'armée avait installé un militaire au milieu des contrôleurs aériens. Ceux-ci n'étaient pas d'accord. Au début, c'est entouré d'agents de la force publique que le militaire venait travailler. Les contrôleurs l'ont d'abord soumis à la quarantaine, personne ne lui adressant la parole. Et jeudi, à 6 heures du matin, ils lui ont nettement indiqué qu'il n'était plus nécessaire qu'il revienne...

● 6 heures contre  
la répression

6 heures contre la répression, samedi 23 juin de 15 h à 21 h à la faculté de Jussieu (M<sup>o</sup> Jussieu) à l'appel du collectif national pour la libération des emprisonnés du 23 mars et du 1<sup>er</sup> mai.

● Seine Maritime :  
trois enseignants  
en conseil  
de discipline pour  
refus d'inspection

Trois enseignants de Seine-Maritime, Anne Peron, Gérard Balent, Serge Livoti, doivent passer devant le conseil de discipline départemental le 5 juillet. Ils risquent la radiation définitive de l'enseignement.

De toute évidence, ce conseil de discipline a été décidé pour faire un exemple, puisqu'il y a aujourd'hui plus de 200 enseignants qui sont dans le même cas de refus d'inspection. Ce conseil de discipline n'avait pas été réuni depuis la guerre d'Algérie.

Une manifestation de soutien avait lieu, ce vendredi à 17 h 30, devant l'inspection académique de Melun. Un appel national de soutien a été lancé (Jean Lambert, école des Rossignols 77 730 Nangy). Les trois enseignants ont reçu le soutien du SGEN, d'Ecole Emancipée de Seine-et-Marne, de l'UD-CFDT, de l'UL-CGT de Meaux, du SNI, de sections CFDT d'entreprises (EDF...).

● Paris Montparnasse :  
Victoire pour  
les hôtesse et  
les stewards

Alors qu'ils allaient entamer leur deuxième semaine de grève, les hôtesse et stewards et la Société Hôtelière de restauration attachés à la gare de Paris Montparnasse pour les trains Corail, ont obtenu satisfaction. Ils demandaient l'alignement de leurs salaires sur ceux du réseau Sud : ils avaient constaté une différence variant entre 700 et 1 000 F.

Dès le début de la grève, le patron avait déclaré qu'il ne discuterait pas tant que le mouvement durerait. Devant la détermination des grévistes qui popularisaient leur lutte avec audace, il a dû reculer. En cédant d'abord une augmentation de 5 % en septembre et l'alignement pour le premier semestre 1980.

● On trouve tout  
dans le métro

Après avoir accueilli des concerts, des ateliers pour enfants... et bien d'autres activités, le métro va prendre sa place dans la bataille pour les économies d'énergie. Dans le cadre de sa mission d'information, et afin de multiplier ses contacts directs avec le public, l'Agence pour les économies d'énergie va installer en permanence deux ingénieurs et une hôtesse dans un centre d'information, au métro les Halles-Châtelet...

## Petit Travail Tranquille...

Dans la Roya, les habitants du vallon de Cayros (commune de Saorge) qui réclament le téléphone depuis des années voient arriver à l'automne 1978 les camions des PTT. La pose des câbles téléphoniques commence tout de suite, à la grande joie générale. Un soupçon naît pourtant lorsque les dernières maisons atteintes, l'installation continue dans le vallon désert, vers le haut, sans qu'aucun raccordement n'ait été fait...

Tombe la neige...

Les travaux reprennent récemment : les lignes arrivent dans le site prévu pour l'exploitation des mines d'uranium, et on apprend même qu'il y aurait une ligne directe pour Paris...

Si l'on demande des renseignements à la direction départementale des PTT, personne n'est au courant, et les lignes ne figurent dans aucun dossier au plan de travail : lignes inconnues...

Serment de secret des agents du Service Central de Protection contre les Rayonnements Ionisants (SCPRI), seul organisme habilité à effectuer les mesures de radioactivité ; décret n° 66-406 du 15 juin 1966 : article 2 : «Avant d'entrer en fonction, les agents du SCPRI dûment commissionnés, prêtent, devant le tribunal d'instance dans le ressort duquel ils sont domiciliés, le serment ci-après : «Je jure de bien et fidèlement remplir mes fonctions et de ne rien révéler ou utiliser de ce qui sera porté à ma connaissance à l'occasion de leur exercice».

# ETE 79 : LE TEMPS DES VACANCES. SELON QUE VOUS SEREZ CAPITALISTE... OU CHOMEUR

Dossier réalisé par  
Claude ANCHER  
Yomna EL KHALIL  
et Jean LERMET.

## Que leur importe la crise

Etre patron et licencier, ça n'empêche pas forcément de dormir. Encore moins de partir en vacances. Certes, les lois mêmes de l'accumulation capitaliste font du bourgeois l'instrument de la transformation permanente du profit en capital additionnel. Mais il y a beau temps que le magot a suffisamment grossi pour permettre à ses propriétaires de prélever au passage de quoi satisfaire leur goût du superflu. Donc, crise ou pas crise, monsieur Etchegaray de Solac, madame et les enfants, Messieurs Riboud de BSN et Gillet de Rhône Poulenc, PDG et hauts-fonctionnaires, généraux et présidents de Cour d'appel, cette année comme tous les ans, prennent des vacances. Même si vous êtes maintenant au chômage, il faut bien que vous ayez travaillé pour quelque chose.

Plus votre patron est gros, moins il y a de chances pour qu'il s'octroie tout bêtement ses quatre semaines d'été, comme n'importe quel «congé payé». Quand on dispose, par exemple, de son avion personnel — et alors, on fait partie de ce que le snobisme a désigné comme la «jetsociety» — on a une autre conception du loisir. Une semaine à Londres pour faire des emplettes dans les boutiques de luxe (joailliers et couturiers trouvent bien des clients, puisqu'ils existent toujours) ; un saut de quelques jours aux Caraïbes ou aux îles du Pacifique à l'occasion d'un voyage d'affaires ; un safari par-ci, un peu de ski par là (voyez Giscard, qui garde à l'Elysée les habitudes de la haute finance) : les occasions ne manquent pas !

### UNE CHAUMIERE POUR LE MOIS D'AOUT

Au reste, même si pour monsieur les affaires et les loisirs se trouvent aussi étroitement imbriqués l'année durant, madame ne passera probablement pas l'été à Paris. La famille ne peut manquer d'avoir une résidence secondaire. Certes, tout le monde n'a pas les moyens d'acheter aux Etats-Unis pour 3 750 000 dollars (un milliard huit cent millions de centimes), cette «extraordinaire demeure» pour laquelle une publication française passait récemment une petite annonce : «située dans une propriété de 10 ha environ. Végétation du désert (palmiers, cactus...) elle comprend une patinoire intérieure et une piscine de dimensions olympiques à l'extérieur, 21 pièces. Environ 2 000 m<sup>2</sup> de surface (...) Maison pour les invités. Bâtiments utilitaires. Dégage-



### SOYEZ EN FORME POUR VOS VACANCES

Le «Who's who», c'est cet espèce de dictionnaire des personnalités en vue sur lequel il est de bon ton d'avoir son nom. Une enquête a été faite auprès de 500 cadres supérieurs qui y figurent. Ski et tennis y représentent 22 et 21 % des sports pratiqués ; 11 % pour la voile, 9 % pour le golf, 6 % pour la chasse... Allons, la «démocratisation» ne nuit pas trop encore aux sports de luxe. Porte Maillot, au «Vitatop Fitness club», on débourse 2 800 F par an. A ce prix, l'arrivée d'une clientèle plus modeste (?) irrite certains de nos anciens membres», affirme le directeur. Heureusement, il y a encore de vénérables institutions, comme le club de golf de Saint-Nom-La-Bretèche : achat d'une action 18 000 F, cotisation annuelle 3 400 F... 1 000 membres, qui ferment soigneusement la porte à quiconque n'est pas de leur monde, à l'exemple de leurs collègues du Yacht Club de Cherbourg et de la Société des Régates du Havre.

manque pas, par ailleurs, pour deux ou trois cents millions anciens, de «châteaux XVII<sup>e</sup> siècle, très beaux domaines, remarquables châteaux Napoléon III, ravissantes gentilhommières avec parcs de 14 ha, salles à manger de 72 m<sup>2</sup>, terrain d'environ 17 000 m<sup>2</sup> bordés par une rivière... il y en a pour tous les goûts !

### BATEAUX ET VOITURES

Certains, à la terre ferme, préfèrent la mer. Leurs yachts, l'année durant, encombrant les ports de la Méditerranée, où ils servent à quai de lieux de plaisir, ne se

«Faut-il joyeusement dépenser en champagne et article de Paris tout le produit net obtenu à coup de fouet de l'esclave nègre, ou bien en convertir une partie en terres et négres additionnels ?

Karl Marx, Le Capital

lançant en voyage que pour des croisières de grand luxe. Tout le monde a vu des photos des navires d'Onassis, ou de celui du baron Bich, qui vous vend du stylo-bille. Pour un de ces navires, le Xargo 2, le propriétaire n'a pas hésité à faire fabriquer des pièces qui n'existent même pas sur le marché. Dans ses trente-cinq mètres de coque, on peut découvrir «l'électronique d'un Boeing, des tableaux dignes d'une pinacothèque», bois des îles et divans moelleux.

A ce cadre somptueux, il faut rajouter les petits détails sans lesquels il n'y aurait pas vraiment de qualité de vie. N'est-il pas nécessaire, pour la petite ballade autour du manoir, de préférer aux vulgaires voitures modernes un modèle qui, déjà en 1930, était réservé au grand-père banquier, et dont la restauration coûtera une petite fortune ?

Vous vous souvenez des frères Schlumpf : des maniaques, ceux-là, qui avaient rempli tout un musée privé de ces petits joujoux, et que cela n'embarrassait pas le moins du monde de licencier les centaines de travailleurs grâce auxquels ils s'étaient payé cette

et des bibelots d'époque sans lesquels il n'est pas de réception digne de ce nom, des poignées de gros billets qui s'envolent dans les casinos et les boîtes de nuit.

Mais le capitalisme, qui a engendré une couche de super-privilegiés, sait aussi — et chacun le vit quotidiennement dans son travail — entretenir une petite armée de serviteurs d'autant plus fidèles qu'ils sont confortablement entretenus. A ceux-là, un autre style de vacances est offert. Plus modeste. Mais tout de même...

### CES CHERS PETITS

Chacun, dans la famille de monsieur Machin, s'en va prendre ses congés de son côté. Les enfants ont un peu grandi, et on a remercié la nurse. Cet été, Patrick s'encanaïlle : il part dans une sorte de colonie de vacances : un stage de tennis — c'est tellement à la mode ! 1 500 F pour la semaine. Jean-Marie, doit commencer à songer à son avenir. Il ira faire un séjour linguistique en Grande-Bretagne : aujourd'hui, pas de carrière possible sans l'anglais. Le Rotary-Club international y a pourvu. Très sélect. Fondé en 1905 par quatre Américains, «selon l'idée que les hommes d'affaires peuvent et doivent être amis». Le «Centre Français de la Jeunesse», réservé aux membres du club, n'enverra leurs enfants que dans des familles de membres du Rotary du pays d'accueil : on ne mélange pas les torchons et les serviettes.

### CROISIERES ET BATEAUX-CHARTERS

Ils devront se contenter, depuis la fenêtre de leur appartement dans une «marina» de la côte, de comparer mélancoliquement, aux grands yachts leur «crawler, Granbanks», payé quelque 70 millions anciens, avec sa cuisine équipée, ses trois cabines et sept couchettes, ses 13 nœuds de vitesse : rien que de l'utilitaire, en quelque sorte, et tout juste trente-cinq fois ce qu'aura gagné un smicard dans l'année.

S'ils préfèrent payer au jour le jour plutôt que d'investir, ils auront le choix entre une croisière Paquet — 27 jours aux Caraïbes à partir de 10 100 F — la location sur un bateau charter — 11 700 F pour 16 jours aux Antilles, Paris-Paris, avec «la climatisation rendue indispensable par la fraîcheur des nuits», et «les petits prodiges culinaires» du patron de bord. A moins que, décidément bien peu fortunés, ils ne se rabattent, pour 2 400 F, d'une semaine en Tunisie au Club Méditerranée. Ils auront peut-être alors le plaisir, au village de Hammamet, de prendre leur douche avec l'eau que Monsieur Trigano a volée aux paysans qui l'utilisaient pour arroser les oranges voisines.



### ETRE SNOB OU PAS

A terre, on propose aux mêmes couches par exemple, «cette nouvelle mode venue des USA» : «louer ailleurs» une villa vraiment somptueuse avec un jardinier, une femme de chambre, une piscine et un barbecue. C'est pour rien. En Floride, par exemple, il ne vous en coûtera que 17 000 F (nouveaux) pour une semaine. «Je pensais que c'était un voisin, se souvient une personne qui a choisi ce style de vacances l'an dernier. Non, c'était le jardinier, dans sa Cadillac blanche, qui venait tondre le gazon».

L'histoire ne dit pas si cette anecdote a circulé dans un des salons de beauté pour hommes qui se multiplient à Paris : chez Carita, Desfossés ou Henri Courant, vous pourrez rencontrer Giscard ou Mitterrand, le baron de

## On préfère ne pas y penser

Une ANPE dans un des derniers quartiers populaires de Paris. Tous les matins, tous les après-midi, il y a du monde. On vient pointer — par tranches d'âge — s'inscrire, se faire apposer une de ces précieuses vignettes que les ASSEDIC comptent avant de décider la prolongation d'une allocation. Tout, sauf chercher du travail : «Je ne compte plus sur eux pour m'en trouver» me dit une chômeuse. «Il faut qu'on se débrouille comme on peut». La plupart sont des immigrés et des femmes : les premiers licenciés et les derniers à retrouver un emploi.

Le soleil, parfois, brille devant la porte : juin invite au départ, aux vacances, après les mois d'hiver passés dans la grisaille de la grande ville.

Les vacances ? Mounira, une jeune mère de famille tunisienne, ne pense pas aux vacances. «C'est difficile d'y penser. Il faut d'abord qu'on s'en sorte avec la nourriture et le logement.» Son mari a eu un accident de travail il y a deux mois. «Il est couché à la maison. Il travaillait comme conducteur de bagages à la gare. Le chariot était en mauvais état. Il a cogné contre un mur et mon mari a été projeté en avant». Ils touchent 2 000 F plus les allocations familiales. «Avec deux enfants on ne s'en sort pas». Le marchand de sommeil qui leur loue une pièce-cuisine vient d'augmenter le loyer de 740 F à... 1 300 F d'un seul coup, sous prétexte qu'il a réparé une vitre cassée. Il leur a dit quand ils ont protesté : «Vous ne connaissez rien de la loi, moi je la connais et j'ai le droit de vous augmenter. Nous avons passé tout l'hiver avec la vitre cassée. Elle était comme ça avant qu'on habite là. C'est le propriétaire qui doit la réparer, mais sans nous augmenter le loyer.»

«Avant», avant de se retrouver sans emploi, Mounira et son mari, l'été, partaient en Tunisie ou dans quelque coin de France. Cette année «les enfants resteront avec nous. Ils n'ont pas en vacances. Même pendant l'année, l'école a refusé de prendre mon fils qui a trois ans parce que je ne travaille plus. Pour l'autre, le petit, il n'y a pas de place dans les crèches. Maintenant, on est tous les quatre dans une pièce toute la journée et cela devient insupportable».

Un cas à part ? Monique et Hélène ont toutes deux été victimes de licenciements économiques. Ni l'une ni l'autre ne pourra partir. «J'ai pu obtenir un stage de recyclage pour la période de juillet à octobre, dit Hélène. Donc il n'y a pas de vacances.» Monique travaillait dans l'imprimerie.

### LA BELLE SAISON

A jeun perdue glacée  
Toute seule sans un sou  
Une fille de seize ans  
Immobilisée devant  
Place de la Concorde  
A midi le Quinze août

Jacques PREVERT



en rentrant. Mais je n'ai plus de force comme avant».

Sur les chemins du retour au pays, Hamadi ne rencontrera pas cette jeune Camerounaise : «Non, nous n'avons pas les moyens. C'est une question de sous. Mon mari va au Cameroun cette année

et l'année prochaine, ce sera mon tour avec notre fille. Le voyage est trop cher pour pouvoir partir tous les trois.»

Sa fille restera avec elle. Elle n'ira pas en vacances. «C'est trop dur pour les enfants, mais on ne peut pas faire autrement». Et ce

qui est dur aussi «c'est de ne pas retourner dans son pays. Ça fait deux ans que je suis ici et je ne suis pas encore retournée au Cameroun.»

Y a-t-il un été pour les chômeurs ?

## Peut-on envoyer ses enfants en vacances ?

Prendre des vacances en famille quand on est chômeur, c'est souvent impossible. Au moins, peut-on envoyer ses enfants en colonie ? Les tarifs sont-ils abordables ? C'est ce que nous avons demandé à plusieurs organismes, dans la région parisienne. Une première constatation d'évidence : les possibilités offertes par les Comités d'Entreprise disparaissent pour le travailleur licencié. Pas de solution de rechange : à Tourisme et Travail, on nous signale qu'un CE a annulé ce qu'il avait réservé, après les licenciements survenus dans l'entreprise. Combien d'enfants vont dans les «colos» des CE, quelles incidences a l'augmentation du chômage sur ce chiffre ? Impossible d'obtenir le moindre détail dans le service «compétents» du ministère du Travail : «Nous n'avons pas de chiffres. Vous savez, les œuvres sociales des CE sont très peu suivies...»

Une possibilité alors pour les enfants d'âge scolaire : les colonies des caisses des écoles. Séjours d'un mois environ pour lesquels chaque caisse a ses propres tarifs et ses propres modes de calcul dégressifs en fonction des ressources. Un exemple moyen, pris dans le 19<sup>e</sup> à Paris : une famille avec un seul salaire plus des indemnités de chômage (3 000 F au total par mois), deux enfants, un loyer de 850 F. Cette famille paiera le prix plafond, soit 35 F par jour et par enfant ! Pour payer moins, (25 F ou 30 F) il faudrait donc que les ressources soient nettement en-dessous de 3 000 F par mois : up mois de vacances pour les deux enfants coûtant alors dans le meilleur des cas 1 500 F...

Mais, suggère la Caisse des Ecoles, il existe la possibilité de toucher les «bons-vacances» des Allocations familiales. Comment y avoir droit ? A partir du revenu imposable, on divise par douze puis par le nombre de parts : deux pour les parents, 1/2 par enfant. Le quotient familial ainsi obtenu ne doit pas dépasser 700 F. En reprenant l'exemple d'une famille avec deux enfants, on constate que ses ressources mensuelles ne doivent pas excéder 2 900 F pour toucher le bon-vacances minimum soit 150 F par enfant ! Pour toucher le maximum (600 F) les ressources doivent être inférieures à... 1 450 F par mois ! Allez vivre et élever deux enfants avec cela ! Aux Allocations familiales on veut bien concéder que l'augmentation de la demande de bons-vacances n'est pas sans rapport avec l'augmentation du chômage. Mais là encore pas de chiffres précis : «Nous n'avons aucune statistique et nous ne comptons pas en faire...» On tient même à préciser que certaines familles n'utilisent pas leurs bons-vacances, parce qu'elles considèrent que cela ne suffit pas à envoyer leurs enfants en colonie.

Conclusion : pour toucher les bons il faut vraiment être dans la misère, et alors le bon n'est pas toujours suffisant...

Une dernière précision, qu'il est bon de rappeler : non seulement il n'est pas prévu en général de tarifs préférentiels pour les chômeurs mais au contraire certains avantages des salariés leur sont refusés. On l'a vu pour les CE ; c'est aussi vrai pour les tarifs SNCF : les chômeurs n'ont pas droit aux billets-vacances à tarif réduit...

Le Crédit Agricole, c'est aujourd'hui 3 200 000 sociétaires, 9 200 000 déposants, 2 982 caisses locales et près de 10 000 bureaux. C'est aussi un bilan consolidé estimé à un peu plus de 299 milliards. Troisième banque mondiale, le Crédit Agricole est comme la banque des agriculteurs. Quelle est la réalité de cette institution financière qui se nomme exactement : «Crédit Agricole Mutuel» ?

Dans une série d'articles, nous allons tenter de décortiquer cette institution à travers les conditions de sa naissance,

de son développement, son rôle dans la restructuration de l'agriculture, sa croissance de banque...

Mieux connaître ce rouage essentiel de la politique de la bourgeoisie au pouvoir, c'est se donner les moyens de mieux le combattre. Des luttes existent quotidiennement contre le Crédit Agricole. Alors que se prépare la nouvelle loi-cadre agricole voulue par Giscard, le Crédit Agricole est bien l'outil direct du pouvoir pour préparer cette agriculture exportatrice nécessaire à l'impérialisme secondaire français.



# Le contexte économique de la naissance du Crédit Agricole

Par Bernard PELO

Depuis 1894, date à laquelle les premières caisses locales se sont constituées, plus de quatre-vingts ans se sont écoulés pendant lesquels le «Crédit Agricole Mutuel» est devenu la troisième banque mondiale. Pourquoi la naissance d'une banque spécifiquement agricole à la fin du 19ème siècle ? Pourquoi a-t-elle été dotée de structures «mutualistes» ? Et enfin comment est-elle devenue ce qu'elle est aujourd'hui ?

La réponse à ces trois interrogations devrait permettre de mieux connaître cet outil de la bourgeoisie dans les campagnes. Mieux connaître, cela signifie étudier les forces économiques et politiques qui l'ont mis en place et qui s'en servent ; cela veut dire également examiner ce qu'il en est d'un certain nombre de mythes qui entourent le Crédit Agricole : le «mutualisme», la «banque des agriculteurs», etc... L'histoire de sa naissance et de son développement nous fournit des éléments de réponse importants pour comprendre ce qu'est le Crédit Agricole aujourd'hui.

## UN ENFANT DE MELINE

Après une période de croissance au début du 19ème siècle, l'agriculture française connaît une crise importante à partir des années 1880. Elle est due essentiellement à la mondialisation des échanges et au retard de l'agriculture française par rapport aux autres pays européens : les coûts de production y sont trop élevés et le développement des transports maritimes et terrestres (machines à vapeur) amène sur le marché français des produits moins onéreux.



Jules Méline

### UNE AGRICULTURE EN DIFFICULTE

Face à cette concurrence et à ces difficultés, l'agriculture ne réagit que relativement lentement. Bien que la productivité du travail ait triplé en un siècle globalement et que l'exode rural ait été un élément constant depuis 1789, une grande part de l'agriculture française reste autarcique. Les petites exploitations sont très nombreuses et utilisent des moyens de production relativement simples : le capital d'exploitation n'y représente qu'une faible part de la valeur attribuée au capital foncier. D'autre part, par l'intermédiaire de fermages et de métayages, les propriétaires fonciers prélèvent une part très importante des profits agricoles et réduisent d'autant le volume de capitaux laissés à la production agricole.

Dans cette situation, les bouleversements tels que l'arrivée de

produits concurrentiels, l'entrée de la production agricole dans des circuits commerciaux nouveaux où les intermédiaires se multiplient nécessitent une restructuration de l'agriculture française. L'exode rural s'intensifie et la paysannerie restante doit se moderniser rapidement, afin d'abaisser les coûts de production et d'améliorer sensiblement et rapidement la productivité pour faire face. Un besoin énorme en capitaux se fait alors sentir, renforcé par la nécessité pour la bourgeoisie industrielle de vendre les techniques nouvelles qui se développent : les machines agricoles, les engrais...

La conjoncture aide parfois à cette restructuration : entre 1875 et 1888, le phylloxéra détruit près d'un million d'hectares de vignes, ce qui crée une chute des revenus et une très grave crise pour les viticulteurs. La reconstitution du vignoble ou l'orientation vers d'autres productions vont demander d'importants capitaux, ce qui favorisera le développement des grands domaines viticoles de plusieurs centaines d'hectares.

Le financement de l'agriculture apparaît, dans cette conjoncture, comme une nécessité éco-

nomique à laquelle la bourgeoisie doit faire face.

### DES RESISTANCES A UN FINANCEMENT GLOBAL DE L'AGRICULTURE

Cependant, ce problème du financement de l'agriculture n'est pas nouveau. Pendant près de 60 ans, de nombreux débats théoriques ont eu lieu d'une part sur la nécessité ou non de financer l'agriculture, d'autre part, sur la meilleure manière de le faire.

Jusqu'à ce que naisse le Crédit Agricole, le paysan qui avait besoin d'argent allait l'emprunter au propriétaire foncier ou au notaire, souvent à des taux usuraire. Mais ce système ne servait qu'à engraisser les créanciers qui vivaient en parasites sur le travail paysan.

Les résistances à un autre mode de financement furent très dures à vaincre pour la bourgeoisie montante : longtemps les propriétaires fonciers bloquèrent tout projet de financement global. Mais sous la pression des nécessités économiques décrites plus haut, des décisions doivent être prises et la bourgeoisie foncière doit céder du terrain. Se pose alors la question de savoir quelle forme peut prendre ce financement global. La paysannerie est méfiante vis-à-vis du crédit et des banques ; les banques qui sont nées dans le milieu du 19ème siècle ne s'intéressent guère à ce secteur : les tentatives de banques centrales ont toutes été un échec.

### QUELLE FORME DE FINANCEMENT ?

Il faut donc trouver une forme de financement qui réponde à deux nécessités : la première est de faire disparaître l'agriculture autarcique pour en faire une agriculture dynamique et productive : ceci impliquait une distribution du crédit suivant un système qui maintienne les capitaux à la terre. La seconde, c'est de créer une institution financière spécifiquement agricole qui puisse intervenir de façon efficace dans le milieu et jouer un rôle d'encadrement de la paysannerie ; pour cela, il faut maintenir des structures individuelles de production. Méline, le défenseur acharné du projet, déclare : «Le maintien du système économique (production individuelle) passe par une adaptation au monde rural. La prolétarianisation des petits exploitants, inévitable si l'Etat laisse jouer les lois du marché, serait génératrice de troubles sociaux, voire politiques à long terme.» Méline, républicain, y voit également un

moyen de rallier la paysannerie à la III<sup>e</sup> République. Cette forme spécifique d'intervention sera le mutualisme.

### NAISSANCE DES CAISSES LOCALES

En tout premier lieu est instituée la caisse locale du crédit agricole, considérée comme l'échelon de base. C'est la loi du 5 novembre 1894 qui autorise les membres de syndicats professionnels agricoles, et eux seuls, à créer des sociétés de crédit. Les syndicats regroupaient les paysans les plus dynamiques qui s'étaient organisés pour lutter contre la spéculation sur les graines, échapper aux taux usuraire des notaires, aider à l'approvisionnement des exploitations et à la commercialisation des produits...

Un passage de l'exposé des motifs montre très clairement à qui s'adressait dès le départ le Crédit agricole : «C'est en bas, dans chaque canton, sinon dans chaque commune, qu'il faut trouver ce jury de classement - si l'on peut l'appeler ainsi - composé d'hommes impartiaux et compétents, en état de déterminer presque à coup sûr, sous leur responsabilité, la capacité de crédit de chaque agriculteur.»

Notons également que cette capacité de crédit dont doit tenir compte ce jury est un «capital de vertu et de moralité qui vaut le capital argent.»

De 1894 à 1899, de nombreuses caisses se créent, inégales dans leurs structures et leur implantation. Cependant, leurs ressources sont totalement insuffisantes et c'est l'Etat qui va, par des fonds publics, amorcer la pompe du crédit.

### LA STRUCTURATION DU CREDIT AGRICOLE

Au terme de discussions difficiles à l'Assemblée nationale, la loi du 31 mars 1899 prévoit le versement par l'Etat d'une avance sans intérêt de 40 millions de francs aux caisses régionales qui doivent être constituées suivant le même principe que les caisses locales. En contrepartie, l'Etat charge le ministère de l'Agriculture du soin de répartir les fonds et d'en contrôler la gestion. Face à cette loi, un clivage se produit

entre les caisses de crédit ; certaines refusent le contrôle public : elles sont souvent dirigées par l'encadrement traditionnel des campagnes (chatelains et curés) ; d'autres l'acceptent et deviennent l'actuel réseau du crédit agricole : elles sont plutôt radicales et anticléricales, dirigées par des notables qui veulent affermir la III<sup>e</sup> République par l'appui des ruraux.

Une série de lois va ensuite permettre l'essor du Crédit agricole. Les deux principales sont les suivantes :

— Loi de 1906 qui autorise l'octroi d'avances à long terme aux coopératives de production, de transformation, de conservation et de vente de produits agricoles. Elle permet ainsi au Crédit agricole d'intervenir dans le développement de la coopération à tous les niveaux de la production.

— La loi du 5 août 1920, qui crée un établissement central pour «coordonner l'activité des caisses, faciliter leurs opérations et développer parmi les populations rurales la pratique du crédit mutuel et de la coopération agricole.» C'est la Caisse Nationale du Crédit Agricole, établissement public doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière qui peut employer toutes les méthodes bancaires.

Dès le départ, ce sont donc les paysans dynamiques et les notables qui vont diriger le Crédit Agricole «mutuel». En 1913, seuls 10 % avaient accès au crédit et c'étaient des paysans aisés (céréaliers et betteraviers) ; les ouvriers et tâcherons qui participaient aux syndicats de semences seront écartés de la société de crédit. De 1900 à 1940, 500 000 sociétaires paysans sur 2 millions d'exploitants seront financés par le CA. Pendant ce temps, 1 million d'exploitants auront disparu.

Crédit agricole «mutuel», coopératives et syndicats agricoles, toute une organisation collective de l'agriculture se met en place sous l'impulsion de paysans dynamiques et de certaines couches de la bourgeoisie qui veulent encadrer le développement de l'agriculture et le récupérer à leur profit. Ces institutions diffusent une idéologie mutualiste, cherchant à masquer la réalité du pouvoir et prônant une idéologie de collaboration de classe.

Dans notre édition de mardi

De 1900 à nos jours, du «mutualisme» à la haute finance

## L'après SALT II L'EVOLUTION DES RELATIONS SOVIETO-US ET SES CONSEQUENCES POUR L'EUROPE

Le contenu de l'accord SALT II et le débat sur sa ratification par le sénat américain sanctionnent la faillite de la politique d'«Arms control», («contrôle des armements») sur laquelle les Etats-Unis avaient fondé leurs relations avec l'URSS. Cette notion, mise en vigueur du temps de Kennedy, traduisait le souci des Etats-Unis de contrôler le développement des armements de telle sorte que soit préservé le rapport des forces initial entre les deux superpuissances. Cette prétention a été battue en

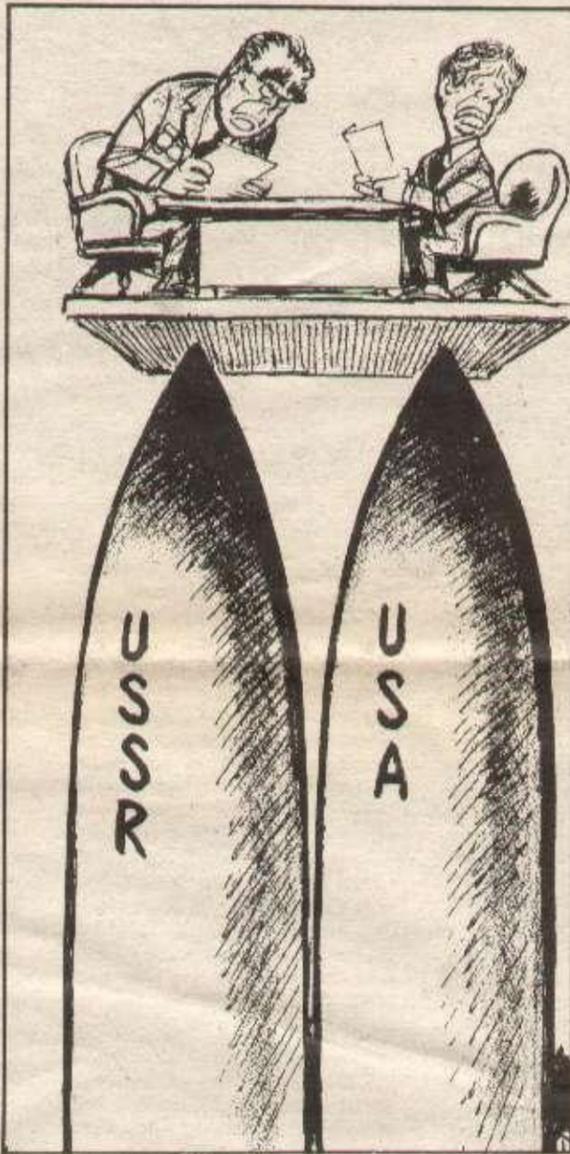
brèche par le développement d'une puissance soviétique équivalente à celle des Etats-Unis et que les accords passés dans le cadre de «l'Arms control» permettaient. Du même coup a été remis en cause l'élément fondamental sur lequel les Etats-Unis fondaient leur «sécurité» — c'est-à-dire leur position internationale — leur capacité à assurer une «dissuasion» reposant sur une sensible supériorité par rapport à l'URSS.

Cette faillite repose sur deux données essentielles : la première est que l'URSS est parvenue à une parité stratégique, à un rythme tel que la question est ouverte de savoir si elle n'a pas aujourd'hui la capacité de parvenir à une supériorité ; la seconde est que jamais l'URSS n'a envisagé réellement de s'en remettre entièrement à la dissuasion.

### LE DEVELOPPEMENT DES FORCES SOVIETIQUES ; AU-DELA DE LA «DISSUASION»

Au contraire, elle a cherché à y échapper en développant sans cesse son potentiel nucléaire, et elle a organisé ses forces armées afin de pouvoir conduire une guerre dans laquelle seraient utilisées les armes nucléaires stratégiques, ainsi que l'indique Gretchko, organisateur de l'armée soviétique, dans son manuel sur les forces armées soviétiques. «Une guerre contemporaine impliquerait une participation active et énergique de toutes les armées coordonnées suivant le but, le temps et le lieu...». Ce qui signifie du point de vue de la conduite des troupes et de leur entraînement tenir le plus grand compte du fait que «l'emploi des moyens de frappe puissants et à longue portée... permettent aux parties belligères de détruire... des éléments entiers du dispositif des troupes... créer de vastes zones de contamination, d'incendies, de destruction et d'inondations», ce qui conduit Gretchko à définir comme essentielle la rapidité d'exécution, et à organiser ses troupes et l'ensemble des éléments contribuant à leur action en vue d'une «Blitzkrieg» («guerre éclair»).

Quelles sont les conséquences de ces évolutions en Europe ? La doctrine d'«Arms control» avait trouvé l'une de ses principales applications dans les négociations portant sur l'arme nucléaire, l'interdiction des essais atmosphériques, le traité de non-prolifération, dont l'accord SALT constituait un aboutissement. L'une des principales implications de cet accord était de «sanctuariser» les territoires des deux signataires, c'est-à-dire de leur assurer une relative immunité vis-à-vis de la menace adverse, par l'ampleur de la riposte que



Dessin publié par le Herald Tribune

cela aurait entraîné. En excluant l'Europe de leur accord, les Etats-Unis et l'URSS la désignent comme un champ de bataille possible, comme l'indiquent aussi la masse des armements qui y sont entreposés. Alors qu'il garantissait l'emprise américaine sur l'Europe occidentale, le «parapluie nucléaire» que les Etats-Unis étaient censés offrir, perdait une part de sa crédibilité. L'un des résultats de «l'Arms control» était de mettre l'Europe occidentale dans une situation où elle se trouvait de moins en moins en mesure de faire face aux pressions militaires que les Soviétiques pouvaient exercer, et de plus en plus dépendante des Etats-Unis dans le domaine de la défense.

### LE CONTENU ET LES PARTICIPANTS DE SALT III

Si la doctrine a fait faillite, la situation qu'elle a

contribué à créer, quant à elle, se maintient. La prochaine phase des négociations nucléaires entre les USA et l'URSS doit porter sur les armements nucléaires stationnés en Europe. La négociation SALT III pose deux questions : celle de leur contenu et celle des participants.

En ce qui concerne le contenu, l'URSS a d'ores et déjà posé plusieurs exigences : qu'y soient inclus, d'une part le système des bases avancées américaines — par conséquent la totalité du potentiel américain — et d'autre part la totalité des armes nucléaires faisant face à l'URSS, c'est-à-dire les forces de frappe française et anglaise. Le refus opposé jusqu'à présent par le gouvernement français de s'engager dans de telles négociations a conduit à définir une «zone grise» à propos de laquelle des

négociations seraient possibles. Cette zone représente pour l'essentiel la zone dite «centre-Europe» qui comprend essentiellement l'Allemagne fédérale du côté occidental, et la RDA, la Pologne, la Tchécoslovaquie du côté soviétique. Comme tel, SALT III ne serait que le prolongement des négociations sur la limitation des forces en Europe, dont l'enjeu serait d'abord les garanties données à l'Allemagne fédérale.

En ce qui concerne les participants, la question est double : les pays européens auraient-ils — et sous quelle forme — voix au chapitre alors que dans la zone dite «grise», ils ne détiennent le contrôle d'aucune arme nucléaire ? En second lieu, si toutefois ils y participaient, leur situation ne serait-elle pas comparable au condamné invité à tresser la corde destinée à le pendre, dans la mesure où la négociation SALT III ne peut que sanctionner le rapport des forces établie par les deux superpuissances en Europe même ? C'est-à-dire en général, l'emprise respective qu'ils doivent se reconnaître sur l'Europe, et plus particulièrement la manière dont l'énorme puissance de feu nucléaire que l'URSS a mise sur pied, relayée par son écrasante supériorité, en forces conventionnelles, l'autorise à imposer ses exigences aux pays d'Europe occidentale.

Les perspectives ouvertes par SALT II et la négociation SALT III sont loin d'être favorables à la sécurité et à l'indépendance des pays européens. La politique américaine fondée sur «l'Arms control» a contribué à aiguïser la dispute soviéto-US pour le contrôle de l'Europe.

La faillite de cette politique et ses suites laissent prévoir des difficultés encore plus grandes pour l'Europe, fondées non seulement sur l'âpreté de la dispute qui oppose USA et URSS, pour son contrôle, sur les menaces inhérentes aux énormes dispositifs militaires qui y stationnent mais également sur la possibilité qu'ils ouvrent de réduire encore la possibilité d'affirmation autonome de l'Europe et de voir certaines des parties de ce continent purement et simplement marchandées entre les deux superpuissances.

Grégoire CARRAT

### ● Tchécoslovaquie : 10 nouvelles inculpations pour «subversion»

Le mardi 29 mai, le Sécurité de l'État a arrêté 16 membres du Comité pour la Défense des personnes injustement persécutées (VONS). Quarante-huit heures après, dix inculpations pour subversion étaient notifiées. Avec la détention «hospitalière» de Mme Tominova, le seul porte-parole de la Charte 77 qui était encore en liberté, la radiation du barreau de Prague de Josef Danisz, avocat de Sabata, les attaques contre les libertés s'aggravent encore. En Tchécoslovaquie, en France, une pétition circule parmi les avocats et les juristes, «exigeant la réintégration de M. Joseph Danisz et le respect des droits de la défense».

### ● Le Vietnam de plus en plus dépendant de l'aide soviétique

Lancé dans une aventure expansionniste dans le Sud-Est asiatique, le Vietnam se trouve confronté à des difficultés économiques qui ne cessent de croître. Il semblerait que le Vietnam devra importer d'URSS la majeure partie des deux millions de tonnes de céréales dont il a besoin pour résoudre dans l'immédiat et provisoirement la pénurie actuelle dans ce domaine.

Cette dépendance dans laquelle se met le Vietnam vis-à-vis de l'URSS pour ce qui est de l'alimentation s'ajoute à celle qui existe déjà en matière de biens d'équipements. Quant aux livraisons d'armes, elles ont doublé de volume depuis le début de l'année.

Les difficultés économiques auxquelles le Vietnam est confronté, sont directement liées à sa politique agressive. Elles ne peuvent qu'empirer et accroître les contradictions internes de ce pays.

### ● Ouganda : Lule retire sa démission

Une certaine confusion règne en Ouganda. Alors que Lule, chef du gouvernement provisoire, avait remis sa démission, une manifestation de 20 000 personnes dans le centre de Kampala réclamait son retour à la tête du pays. L'armée a ouvert le feu : 8 morts et une vingtaine de blessés.

Yussuf Lule faisait alors savoir à des journalistes qu'il n'avait absolument pas démissionné et que s'il devait être écarté ce ne pouvait être qu'après une consultation populaire.

### ● Fin du procès de Jérémy Thorpe

L'ancien dirigeant du parti libéral britannique, Jérémy Thorpe, ne devrait pas tarder à connaître son sort. Poursuivi pour incitation au meurtre sur la personne d'un ancien mannequin qui l'aurait menacé de parler de leurs relations homosexuelles, Thorpe risque la prison à vie. D'ores et déjà, il a dû mettre un point final à sa carrière politique : il a perdu son siège de député lors des élections du 3 mai dernier. Accusé sur les dires d'un ancien mannequin, Jeremy Thorpe comparait entre un ancien marchand de tapis et un propriétaire de boîte de nuit. Image bien peu reluisante...

### ● Parlement européen : après la démission de Mitterrand celle de Mauroy

Mitterrand démissionnait pour dénoncer la décision de valider des bulletins nuls de la liste Veil. Mauroy a également offert sa démission pour que Mitterrand reste le chef de file de la liste socialiste. Chevènement pense la même chose.

Cette sollicitude pour leur premier secrétaire est émouvante. N'y cherchez rien d'autre qu'une prise de position sincère. Ne croyez pas les mauvaises langues qui disent que ces grands leaders socialistes cherchent un moyen élégant pour ne pas siéger à Strasbourg afin de mieux se consacrer aux affaires intérieures (du pays... et du PS).

## Après la Conférence de Manille, la CNUCED à la croisée des chemins 3

Pour les pays du Tiers-Monde, on le sait, l'indépendance véritable ne saurait être acquise indépendamment de la prise du pouvoir par les masses populaires. Toutefois, comme le montrent les exigences même affirmées à Manille, les classes exploiteuses qui gouvernent encore la plupart des pays du Tiers-Monde sont contraintes de s'insérer à des degrés divers, dans le mouvement d'ensemble du Tiers-Monde dont l'élément moteur a été et reste le mouvement de libération nationale. Confrontées à la réalité de celui-ci, à celle des mouvements des masses populaires dans leurs propres pays, les classes exploiteuses qui sont au pouvoir — parce qu'elles veulent y rester — entendent renforcer leur base sociale et économique : elles sont conduites de ce fait à rechercher jusqu'à un certain

point, les moyens de résister à l'impérialisme et particulièrement aux deux plus grandes puissances impérialistes d'aujourd'hui. De ce point de vue, leur fragilité lorsqu'elles sont isolées, pousse aujourd'hui ces classes à s'unir entre elles, face à l'impérialisme.

Cette donnée qui s'ajoute aux aspirations à la solidarité dans leurs luttes révolutionnaires, des peuples du Tiers-Monde, contribue au resserrement des liens entre pays du Tiers-Monde pour constituer une grande force anti-impérialiste. Les prises de position exprimées à Manille, lors de la V<sup>e</sup> CNUCED (Conférence des Nations-Unies pour le commerce et le développement) s'inscrivent dans ce cadre.

SUITE DES ARTICLES PARUS DANS NOS EDITIONS DE JEUDI ET VENDREDI

Par Sonia SASSOUN

# LES PAYS DU TIERS-MONDE VEULENT RENFORCER LEUR COOPERATION

## Des exemples de coopération

Il existe aujourd'hui plusieurs types de coopération économique entre pays du Tiers Monde. Citons la coopération entre les pays membres de l'OPEP d'une part et d'autres pays en développement d'autre part, dans des domaines très divers.

Un autre type de coopération économique plus poussé est l'intégration régionale. Pour prendre un exemple, le Pacte Andin regroupe cinq pays d'Amérique latine, qui ont décidé d'intégrer pas à pas leur économie. Il ne s'agit pas de simples accords commerciaux. Ces pays ont harmonisé par exemple leurs codes des investissements étrangers et ont mis au point des industries dont ils se répartissent les secteurs de production. Pour l'industrie automobile, chaque pays fabriquera un type de véhicule. Il est tenu compte du niveau de développement différent des pays adhérant au Pacte et un traitement différencié est appliqué aux économies les plus faibles, selon le principe de la dualité des normes et du droit de l'inégalité.

Un autre exemple réussi de coopération entre pays en développement est celui des Etats membres de l'OPAEP (1) qui se sont constitués une flotte pétrolière commune, une compagnie commune pour la construction et la réparation des tankers, des Académies pour la formation du personnel navigant, une compagnie destinée à s'occuper de forage, sondage et d'autres opérations de recherches pétrolières, etc. Cette coopération est apparue comme l'unique moyen d'atteindre l'objectif de contrôler d'amont en aval l'industrie pétrolière arabe. Le but des pays arabes en matière de transport pétrolier est de transporter eux-mêmes 40 % des hydrocarbures, conformément aux recommandations de la CNUCED. Aujourd'hui, ce pourcentage n'est que de 3 %. La flotte a marqué un déficit de 4,4 millions de dollars en 1977. Celui-ci a été réparti entre les pays associés et loin de renoncer à leur projet, ceux-ci étudient actuellement les problèmes que pose la spécialisation à moyen terme de leur flotte pour l'adapter au transport de produits pétroliers destinés à remplacer leurs exportations actuelles de pétrole brut.

(1) OPAEP : Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole.

## Les «77» face au COMECON

les «77» regroupent aujourd'hui 109 pays

Le groupe des «77» a présenté à Manille la résolution suivante : «Les pays socialistes d'Europe orientale devraient porter leur aide au développement à des niveaux satisfaisants et donner des renseignements détaillés sur ces apports».

Mais, la position de l'URSS est demeurée immuable sur la question de sa propre contribution au «nouvel ordre économique international». Quand les «77» demandent aux occidentaux divers avantages, l'URSS appuie leur demande. Mais, quand il s'agit d'elle-même, l'URSS se contente d'affirmer qu'elle n'est en rien responsable de la situation du Tiers Monde et n'a pas de «dette» à rembourser. Les pays du Tiers Monde, quant à eux, se refusent — ils l'ont encore souligné à la 5<sup>e</sup> CNUCED — à poser la question dans ces termes. Partant de la notion d'«interdépendance des nations» et de la «solidarité de la communauté internationale», ils ont fait adopter trois textes fondamentaux qui font obligation à toutes les nations de coopérer pour résoudre les questions communes et aider à promouvoir le développement effectif et indépendant du Tiers Monde. Or, tout ce qui fonde l'esprit même du projet de «nouvel ordre économique international», par exemple la reconnaissance du droit à l'inégalité en faveur des pays du Tiers Monde dans les échanges internationaux, la reconnaissance du droit à un traitement différencié en faveur de ces pays, tout cela l'URSS ne veut pas en entendre parler, arguant d'une position «d'allié naturel» du Tiers Monde, et refusant d'être considéré pour ce qu'elle est : un pays impérialiste pillier.

Ainsi, il s'est engagé à Manille entre le groupe des «77» et l'URSS un dialogue de sourds de même type que celui que les «77» mènent avec les occidentaux.

Seulement avec ces derniers «interdépendance» peut se chiffrer : l'OCDE, regroupant notamment les pays impérialistes occidentaux, a absorbé en 1977, 71,4 % des exportations du Tiers Monde, contre 3,3 % pour le COMECON.

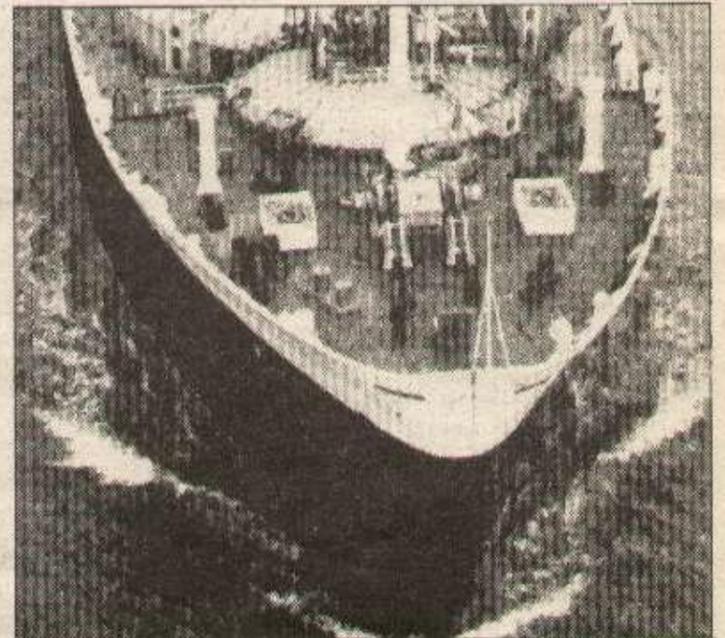
L'URSS qui s'auto-proclame l'«allié» du Tiers Monde ne lui ouvre même pas ses marchés à ses exportations et concentre ses échanges avec quelques pays en développement qu'elle tente d'assujettir.

Si le débat sur les réformes structurelles, l'interdépendance et le renforcement du rôle de la CNUCED ont marqué la 5<sup>e</sup> CNUCED, le «programme pour l'autonomie collective des pays en développement» adopté par les «77» à Arusha, en février, en a constitué la toile de fond.

C'est la division des pays développés à Manille qui a permis de dégager un consensus sur la résolution concernant la coopération entre pays en développement. Ceux-ci pourront tenir dans le cadre de la CNUCED des réunions à eux pour traiter de leurs problèmes de coopération. Outre la question du financement de ces réunions et de la structure organisationnelle qui n'est pas négligeable pour des pays dont le principal problème est la pauvreté, c'est celle du cadre institutionnel indispensable pour élaborer et construire la coopération entre pays du Tiers Monde qui avance ainsi vers sa résolution.

La CNUCED, l'«autonomie collective» des pays en développement est l'élément clé de toute stratégie de développement des Nations Unies, et c'est donc à l'Organisation internationale d'aider par tous les moyens à la réaliser. Cette question a pu être étudiée de façon relativement approfondie sur la base des tentatives qui ont existé, tant celles qui ont échoué que celles qui ont réussi à résoudre les problèmes rencontrés.

L'objectif avoué de la coopération entre pays en développement est double : d'abord «la



Un des trois méthaniers algériens : ils participent à la mise en commun par les pays arabes de leurs moyens de transport maritimes

consolidation et l'utilisation effective du pouvoir collectif de négociation des pays en développement dans les relations économiques internationales doivent être considérées, note le secrétaire général de la CNUCED, comme l'un des principaux objectifs de la coopération économique entre ces pays». Il indique par ailleurs que «l'ordre économique traditionnel n'ayant pu résoudre les problèmes de la pauvreté et du retard économique, il est devenu urgent pour les pays en développement de réduire leur dépendance à l'égard du monde industrialisé et de s'assurer un développement interdépendant et équilibré». Ce sont là les deux objectifs de la coopération entre pays en développement.

Concernant la nécessité d'un cadre institutionnel, le secrétaire général de la CNUCED indique que la solidarité des pays en développement a été «soulignée en plusieurs occasions, mais sans mécanismes efficaces permettant d'harmoniser des intérêts très divers, cette solidarité risque néanmoins de se trouver ébranlée par le fait que les pays du Tiers Monde ne sont pas tous dans la même situation et n'ont pas tous atteint le même niveau de développement». Analysant ce qui a été réalisé en ce domaine, ainsi que les problèmes qui se sont posés, il conclut : «Il devient de plus en plus évident que la recherche active de l'autonomie et la mise en œuvre de systèmes concrets de coopération économique entre pays en développement pourraient être sérieusement entravées par l'absence de structures institutionnelles spécialement adaptées aux possibilités actuelles». Il indique enfin que «la mise au point d'un système global intégré de coopération économique entre pays en développement aiderait à éviter les incompatibilités et la fragmentation».

### ELEMENTS D'UN SYSTEME DE COOPERATION ENTRE PAYS EN DEVELOPPEMENT

Dans le domaine des échanges commerciaux, la CNUCED envisage un système de préférences commerciales valables pour tous les pays en développement visant à avantager les exportateurs des pays en développement par rapport à ceux des pays développés. C'est l'objectif prioritaire. Par ailleurs, il a semblé que la coopération entre organismes commerciaux d'Etat du Tiers Monde pourrait plus facilement s'envisager dans un premier temps. Des accords commerciaux permettraient d'accroître directement les

échanges et de créer de nouveaux courants commerciaux entre «pays en voie de développement».

Les exportations de ces pays sont caractérisées par leur dépendance vis-à-vis de circuits de distribution et de commercialisation des pays développés. Un système de coopération dans ce domaine comprendrait la création systématique d'associations de producteurs de produits de base notamment, avec un Conseil de ces associations créant un lien institutionnel entre elles. Ce projet est d'ailleurs en train d'être élaboré actuellement.

La CNUCED préconise également la création de sociétés communes de commercialisation et de distribution qui permettraient entre autres d'éliminer l'intervention des pays développés dans les échanges entre pays en développement (PVD) eux-mêmes et de réduire les coûts des transports en groupant les cargaisons maritimes.

Il serait fastidieux de citer toutes les actions de coopération envisagées. Elles portent sur la coopération financière, sur le transfert et le développement de la technologie entre PVD, sur la création d'entreprises multinationales, d'entreprises de production, sur la coopération technique, etc.

Le plus important réside dans le fait que le cadre institutionnel offert par la CNUCED permettra une généralisation des expériences tentées et surtout de résoudre les problèmes qui se posent obligatoirement dans un domaine aussi neuf, car la seule volonté politique ne suffit pas. L'élaboration de principes et de règles régissant la coopération entre pays en développement conformes à l'esprit du «nouvel ordre économique international» (c'est-à-dire des rapports de solidarité plutôt que de réciprocité stricte) pourrait réduire les sources de divergences en rendant à des degrés divers la coopération avantageuse à tous les PVD.

La coopération entre pays du Tiers Monde pour atteindre l'«autonomie collective» doit s'accélérer les prochaines années. Parce qu'elle peut contribuer à transformer le rapport des forces en faveur du Tiers Monde, cette 5<sup>e</sup> CNUCED — avec les dossiers qu'elle a ouverts et les exigences du Tiers Monde qui s'y sont manifestées — bien loin de sonner le glas du groupe des «77», comme l'a laissé entendre la presse française, met plutôt à l'ordre du jour une nouvelle étape où un Tiers Monde plus uni et plus fort porterait des coups plus efficaces à la domination impérialiste et aux superpuissances.

## L'Espagne en marche vers l'Europe ni panacée ni catastrophe

## LES LUTTES DE LA PAYSANNERIE

Comment se présente la situation espagnole, à la veille de l'ouverture des négociations pour l'adhésion de l'Espagne à la CEE ? Dans nos précédentes éditions, nous avons montré ce qu'il en était de l'industrie, puis de l'agriculture. Aujourd'hui, nous donnons la parole au secrétaire du Syndicat unitaire des ouvriers agricoles de Navarre.

Par Hélène VARJAC



**Interview de Jesus Casajus Martinez**  
 ● Membre du Parlement de Navarre ● Secrétaire du syndicat unitaire des ouvriers agricoles de Navarre

Quels sont aujourd'hui les traits généraux de la situation à la campagne ?

Jésus Casajus : La conséquence du développement capitaliste en Espagne, c'est que l'agriculture s'est trouvée marginalisée. Les paysans sont obligés de quitter la terre, environ 90 000 par an, qui vont à l'étranger ou dans les grandes zones urbaines. Le problème est particulièrement aigu en Andalousie et en Extremadure, où 80 % des terres ne sont pas cultivées. Elles appartiennent à de gros propriétaires fonciers, des banques, des monopoles et sont réservées à la chasse ou à l'élevage des taureaux. Dans ma région, en Navarre, les terres communales ne sont pas suffisamment exploitées, utilisées. Ailleurs il y a souvent un problème d'irrigation et le chômage s'accroît.

De plus, en un an, le prix des matériaux, des engrais, des tracteurs a augmenté de 57 % environ, tandis que les prix agricoles montaient à peine de 15 à 17 %, à peu près le taux d'inflation. Pour certains produits, 17 en tout, dont le blé, l'orge, la betterave, le maïs, l'huile d'olive, il existe un organisme, le FORPA, qui regroupe les grands propriétaires, auquel le gouvernement garantit des prix minimum, révisables tous les ans. Mais pour les autres produits, rien de tel.

Quelles seraient, à ton avis, les conséquences de l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun pour les paysans ?

Jésus Casajus : Il faudrait que trois conditions au moins se trouvent remplies : de gros investissements pour créer une infrastructure à la campagne, l'extension de l'irrigation et un système de commercialisation qui soit concurrentiel. Sans cela, il n'y a pas de solution pour la campagne. Or, le gouvernement n'est pas prêt à faire ces efforts parce

qu'à court terme, ce n'est pas rentable. Le capitalisme espagnol investit peu en Espagne et encore moins dans l'agriculture. Nous pensons que certaines importations pourraient être évitées comme le maïs ou le sucre.

**DE LA « GUERRE DES PIMENTS » A CELLE DE LA TOMATE : 3 ANS DE BAISSÉ**

Les deux dernières années ont été marquées par des luttes importantes à la campagne. Peux-tu expliquer ce qui s'est passé, notamment en Navarre ?

Jésus Casajus : En 1975, nous avons mené la « guerre des piments » ; c'est comme ça que nous, à la campagne, on appelle les mouvements. C'était une lutte spontanée, on a déversé les piments sur les routes pour obtenir un prix juste et il y a eu des affrontements avec la police. En 1977, en novembre, il y a eu plus de 200 000 paysans qui ont bloqué les routes. C'était toujours la lutte pour des prix justes qui couvrent au moins le coût de production, mais aussi sur la question des chambres agricoles. Il s'agit pour les travailleurs de récupérer le patrimoine syndical détenu par les fascistes. On a lutté aussi pour la sécurité sociale.

En Navarre, il y a un régime très spécial, surtout pour nous, les ouvriers agricoles. Nous devons trouver un patron qui nous signe un certificat qui dit que nous avons bien travaillé chez lui. Il y a eu une lutte dans toute la Navarre pour que la sécurité sociale soit automatique. Et puis, à la fin de l'an dernier, nous avons eu la guerre de la tomate et celle des asperges. Les tomates étaient payées 4 pesetas, nous voulions 7. Là, nous avons gagné, tous les villages s'étaient mis d'accord pour obtenir le prix juste. Dans d'autres parties de l'Etat espagnol, il y a eu des mouvements d'occupation de terres.

Comment s'effectue la commercialisation des produits et quelles sont les propositions du Syndicat Unitaire ?

Jésus Casajus : Pour les produits comme le blé, le maïs, la betterave, les propriétaires ont leur propre système de commercialisation. Souvent les fabriques de conserves de fruits et légumes appartiennent à des monopoles. Nous, nous voudrions développer nos propres circuits de commercialisation à travers des coopératives, pour la production et la commercialisation, les 2. En Navarre, nous luttons pour cela. Des coopératives (1), il en existe et il faut éviter qu'elles tombent aux mains des sociétés anonymes. Autrefois il y avait des assemblées par village, une fois par an. C'était le plus puissant paysan du coin qui se présentait et qui dirigeait. Aujourd'hui, c'est différent, c'est un peu plus démocratique et les gens se réunissent plus souvent pour décider, pour mettre en échec ceux qui veulent faire les caciques.

**REALISER L'UNITE SUR LA BASE DES INTERETS DES PLUS PAUVRES**

Dans les actions dont tu as parlé, comment se sont manifestées les différences d'intérêt entre petits, moyens paysans et ouvriers agricoles ?

Jésus Casajus : En Navarre, la taille des exploitations tourne autour de 5 hectares. Au départ, la rivalité entre les gros agriculteurs et les paysans moyens a abouti à marginaliser les ouvriers agricoles. Cela est en train de changer et nous essayons de réaliser l'unité, de mettre en avant nos propres revendications. Nous ne gagnons que 7 à 800 pesetas par jour et dans notre région, comme dans la Rioja et en Aragon, il y a environ 4 ou 5 mois pendant lesquels nous ne travaillons pas. C'est bien pire en Andalousie, où les

ouvriers agricoles travaillent deux ou trois mois seulement par an !

Y a-t-il eu des actions unies avec la classe ouvrière ? D'une manière plus générale comment sont ressentis à la campagne les problèmes politiques d'ensemble et les revendications nationales du peuple basque ?

**DES LUTTES EN COMMUN AVEC LA CLASSE OUVRIERE**

Jésus Casajus : On ne peut pas parler encore d'une unité bien construite avec la classe ouvrière. Il y a eu des luttes menées en commun entre ouvriers agricoles et ouvriers de la ville pour la défense de la raffinerie de sucre de Marcilla en Navarre et toute cette année pour la défense de conserveries menacées de disparition. Les paysans ont manifesté contre le Pacte de la Moncloa. Par rapport au problème basque, il y a un certain refus des paysans de se politiser. Les paysans font progressivement l'expérience de partis politiques. L'UCD et dans une moindre mesure le PC se sont introduits dans l'Union des agriculteurs et des éleveurs qui regroupe les gros et moyens propriétaires, quelques petits. En 1977, le PC a un peu lancé la grève et ensuite il a fait tout ce qu'il a pu pour l'arrêter quand ça a pris de l'ampleur. Le PSOE de son côté travaille dans la Fédération des travailleurs de la campagne. Mais, paysans et ouvriers espagnols, nous voulons l'unité de l'Europe. Nous sommes conscients que ce n'est pas une panacée qui résoudra les problèmes de la campagne espagnole comme veulent le faire croire les grands capitalistes. Nous voulons une unité européenne qui prenne en compte les intérêts du peuple, et cela exige la solidarité de tous les peuples en lutte.

(1) Il existe plus de 3 000 coopératives, de taille variable.

**TUNISIE**

**Fausse amnistie et nouveaux procès**

A l'occasion d'une conférence de presse organisée par le collectif tunisien du 26 janvier, deux avocats de l'Association Internationale des Juristes Démocrates et du Mouvement International des Juristes Catholiques, ont pu rendre compte d'une récente mission d'information qu'ils ont effectuée en Tunisie. Maître Meyer-Manville et Maître Cohen Seat ont confirmé qu'aucune mesure de grâce n'a touché, à l'occasion des 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> juin, les dirigeants syndicalistes détenus. Opération démagogique du régime de Bourguiba, la soi-disant amnistie ne concerne pour la plupart que des « droits communs ». A propos des informations qui avaient circulé sur une « tentative d'empoisonnement » faite sur la personne de Habib Achour, secrétaire général de l'UGTT, emprisonné depuis la grève générale du 26 janvier, la mission d'enquête a constaté que la fouille des

paniers de nourriture adressés au prisonnier pouvait permettre des manipulations. Quoi qu'il en soit, l'état de santé de ses compagnons, ainsi que des détenus politiques du PRPT est rendu particulièrement déficient par les conditions de détention. D'autre part, de nouveaux procès politiques sont intentés contre des militants politiques ou syndicalistes pour fait de grève : à Mateur (56 inculpés), Béja (84 inculpés), Ben Arous qui viennent s'ajouter aux procès des 11 militants du Parti Révolutionnaire du Peuple Tunisien et à celui d'« Ech-Chaab clandestin ». Néanmoins, malgré la répression, le mouvement syndical tunisien renait sur les bases de l'ancienne UGTT : en témoignent les nombreuses grèves qui éclatent depuis le début de l'année pour le premier semestre 1979, trente-neuf grèves ont été dénombrées.

F.R.

● **Prime de 600 000 F pour la tête du Shah**

L'ayatollah Khomeini, dans une interview au quotidien *Bamdad*, a indiqué que toute personne qui exécutera ou arrêtera le Shah recevra une prime de 600 000 F et sera fêté comme héros national en Iran, ajoutant que si Farah Dibah le tue, elle recevra la prime, et étant pardonnée, elle pourrait revenir librement en Iran.

L'ayatollah a rappelé qu'un commando est sur les traces du Shah à Mexico.

● **Communiqué :**

Le GCEB (Sem i Serem) et le Casal de Catalunya organisent les traditionnels Focs de Sant Joan, le dimanche 24 juin 1979 de 14 h à 20 h, 81 rue de la Plaine, Paris 20<sup>e</sup>, Métro Marais-Châteauneuf ou Porte de Vincennes. Fête populaire où seront présents tous les aspects de la renaissance de la culture catalane. A 15 heures Joan Pau Gine, chanteur nord-catalan, sardane, buffet. Participation aux frais : 10 F.

# Littérature chinoise, littérature de combat

Par Hélène NOHAN

# PA KIN

Pa Kin est le pseudonyme de Li Sei-Kan, né en 1904 dans une famille riche et patriarcale. Dès l'âge de 15 ans il est marqué par l'influence anarchiste (*«je me disais que je ne voulais pas devenir un jeune maître, je voulais me tenir aux côtés des humbles, venir à leur aide»*), puis, à la suite du mouvement du 4 mai 1919, il part en France où il vit, étudie et travaille en usine de 1927 à 1929. Il commence à écrire et devient très vite un romancier populaire car il pense que la littérature sert un combat. Ainsi de *«Famille»* dont nous parlerons plus loin, il



dit : *«J'ai écrit «Famille» pour en faire une arme»*.

Après avoir participé, durant la guerre sino-japonaise, à *«l'association nationale des artistes et écrivains chinois pour la résistance à l'ennemi»*, il occupe de hauts postes officiels dans le monde des lettres à la Libération. Puis, au cours de la révolution culturelle, il est contraint au silence du fait de la poli-

tique de la bande des quatre.

En 1973, il décide d'entreprendre des traductions dont il envoie quelques exemplaires à ses amis et qui viennent d'être publiées en 1978. Depuis le début de l'année 1979, il est rédacteur en chef de la revue *«Récolte»*, ouverte aux jeunes écrivains, jeunes dans lesquels il a toujours fondé ses espoirs.

servantes.

*«Le jardin du repos»* écrit en 1944, montrera la déchéance d'une famille de propriétaires terriens, et d'après Pa Kin *«c'est l'argent acquis sans travail qui a causé le malheur de ces familles»*; mais avec *«Famille»* Pa Kin a voulu donner des armes pour lutter efficacement contre le féodalisme. Ainsi a-t-il pu dire que *«Famille»* est toujours appelé à jouer son rôle historique, car *«si l'on veut réaliser à présent les quatre modernisations, il faut d'abord lutter énergiquement contre le féodalisme»*.

## LES FEMMES DANS L'OEUVRE DE PA KIN

Que ce soit dans *«le jardin du repos»* où le seul personnage adulte sympathique est une femme, ou dans *«Famille»*, où l'oppression des femmes est particulièrement bien décrite, on sent que Pa Kin s'est tout spécialement intéressé à leur sort.

Dans *«Famille»*, le poids des traditions s'exerce principalement sur les femmes : non seulement certaines ont encore les pieds bandés (l'action se situe dans les années 19-20), mais la mixité dans les écoles est encore mal acceptée. Lorsque, exprimant ainsi un début d'émancipation, quelques jeunes, filles décident de se faire couper les cheveux,

mariages, ce qu'il fait — bien sûr — dans le but de satisfaire ses propres intérêts. C'est encore l'époque du concubinage, et l'une des servantes de *«Famille»* ne désirant pas appartenir à un vieux barbon, ami du patriarche, n'a qu'une ressource : le suicide.

C'est contre cette atmosphère étouffante que vont se dresser les jeunes et notamment le héros, Gao Juehui *«Eveil de l'Intelligence»* qui s'écrie : *«le milieu est créé par l'homme, pourquoi ne pourrions-nous pas le transformer ? Il faut lutter contre le milieu : vaincre le milieu, c'est conquérir de haute lutte le bonheur»*.

## LE RÔLE DE LA JEUNESSE

Dans la préface de 1957 de *«Famille»*, Pa Kin a dit de la jeunesse, qu'elle est une chose merveilleuse et qu'elle a été une source d'inspiration tout au long de sa carrière.

Profondément révolté contre des traditions qu'il n'accepte pas, *«Eveil de l'Intelligence»* incarne tout à fait la résistance au despotisme des patriarches féodaux : il est le seul à s'opposer au *«vieux maître»*, il aide son frère à éviter un mariage arrangé et surtout, il participe avec d'autres jeunes de son école à une revue : *«L'Aurore»*.

Car cette jeunesse en pleine ébullition, après le mouvement du 4 mai 1919, ressent le besoin de diffuser des idées nouvelles. Aussi : *«L'Aurore publiait des informations relatives au mouvement culturel, faisait large place aux idées d'avant-garde et attaquait la tradition au nom de la raison»*.

Et ces jeunes, avec peu de maturité, mais avec la fougue de leur âge entreprennent de *«réformer la société et de libérer le monde»*. Mais, comme ils ont décidé de donner la parole aux jeunes filles qui désirent se faire couper les cheveux, et qui s'opposent en cela à une proclamation de la police, le journal est interdit.

Alors, pour poursuivre malgré tout *«la propagation d'une nou-*

*velle culture»*, le groupe décide, en attendant de créer un nouvel hebdomadaire, de *«transformer le local en salle de lecture où livres et journaux seraient mis gratuitement à la disposition du public»*.

Aussi ce cheminement de la lutte individuelle au sein de la famille, puis de la lutte au niveau culturel n'est pas sans rappeler ce que fut la vie de Pa Kin lui-même.

## LE RÔLE DE L'ÉCRIVAIN

Dans *«Le jardin du repos»*, un personnage disait : *«Vous autres écrivains devriez apporter aux hommes un peu de chaleur, sécher les larmes de tous les yeux qui pleurent, afin que chacun sourie de bonheur»*. Cette chaleur fut certes apportée par *«Famille»* qui montra à la jeunesse l'exemple de la lutte et la nécessité de se regrouper. Certes, *«Eveil de l'Intelligence»*, sentant qu'il ne pourra pas seul transformer des siècles de tradition, préfère fuir dans une autre ville à la fin du livre. Mais cette fuite est présentée comme un espoir nouveau, car mieux vaut la fuite que la soumission.

L'exemple que Pa Kin donna dans ce livre ne fut pas vain, car il a exercé une grande influence sur la jeunesse chinoise des années 1930 et 40 et la dernière édition — en Chine — a été tirée à 500 000 exemplaires.

C'est pourquoi Pa Kin estime que son rôle n'est pas terminé puisqu'il a confié, en février 1978, à un journaliste français : *«Je compte décrire d'une façon indirecte la vie des écrivains qui ont souffert. Le plus important est que je veux accuser, exprimer mon indignation : écrire sur la situation d'un écrivain dans les années difficiles, mais dans la ligne du Président Mao»*.

FAMILLE - Flammarion  
416 pages - 58 F  
LE JARDIN DU REPOS  
Laffont - 240 pages - 49 F

## «LE MOUVEMENT DU 4 MAI M'A ENFANTÉ»

Lors d'un récent voyage en France, Pa Kin a accordé à Régis Bergeron une interview dont nous publions ici quelques extraits.

P.K. Je me suis opposé aux familles de type féodal et proposé de dévoiler leurs méfaits. J'avais vécu dix-neuf ans dans une de ces familles ; j'avais vu de mes propres yeux plusieurs jeunes souffrir jusqu'à la mort sous ce système. Je préconisais la résistance au despotisme des patriarches féodaux, j'appelaï les jeunes à lutter résolument contre leur famille féodale et à la détruire. S'ils ne pouvaient y parvenir, ils devaient au moins l'abandonner, s'en échapper afin d'aller rechercher la liberté, d'entrer en contact avec le peuple et de trouver une voie révolutionnaire.

P.K. Les familles féodales ont disparu. Cependant, les vestiges du féodalisme sont toujours là. La bande des Quatre a essayé de restaurer le féodalisme. Sous une enseigne de «gauche», elle a colporté sa camelote féodale. Agissant en «patriarche», un seul individu pouvait imposer sa volonté en tout. Il arrivait que des jeunes n'avaient même pas le droit d'aimer qui leur plaisait. Le mariage imposé et le mariage-transaction étaient pratiquement encouragés. Quelqu'un était-il inculpé, toute sa famille se trouvait

compromise, même ses parents les plus éloignés. L'ascension politique d'une personne apportait honneurs et intérêt même au plus infime de ceux qui la suivaient. Tous ces phénomènes m'ont fait dire que «le spectre du vieux seigneur Gao rôde toujours partout», que *«Famille»* est toujours appelée à jouer son rôle historique.

P.K. J'ai dit que le Mouvement du 4 mai 1919 m'avait enfanté. C'est lui qui m'a ouvert les yeux sur un vaste horizon, c'est lui qui m'a mis en contact avec des idées nouvelles par l'intermédiaire de journaux et de périodiques que je lisais avec avidité, c'est toujours lui qui m'a convaincu pour la première fois que l'ancien évoluerait vers sa mort, qu'il ferait place au nouveau, qu'une société nouvelle apparaîtrait avec la désagrégation inéluctable des familles féodales. Le Mouvement du 4 mai ayant insufflé de la force dans mon esprit, je ne tardai pas à me révolter contre celles-ci. A moins de 20 ans, je me sentais déjà plus fort que toute une famille de ce type. J'appréciais beaucoup la phrase de Danton : «De l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace !»

## COMMUNIQUE

Le CALCRE (Comité des Auteurs en Lutte Contre le Racket de l'Édition) organise une réunion d'information-débat sur l'édition à compte d'auteur : comment lutter contre l'édition capitaliste ? Quelle édition mettre à la place ? Le mercredi 27 juin à 20 heures, au café le Tambour, place de la Bastille à Paris.

Chaque année, au sein des comités techniques paritaires départementaux (CTPD), se discute, entre syndicats d'enseignants et représentants du ministère de l'Éducation, la mise en œuvre de la carte scolaire. En dernier ressort évidemment, c'est le ministère qui décide ; ce n'est que par la lutte alors que parents, élèves et enseignants peuvent arracher des concessions. Cette année, les syn-

dicats d'enseignants constatent que les CTPD ont été nettement moins consultés qu'à l'habitude. Il faut dire que les pilules du «redéploiement» préconisé par Beullac sont plus amères que jamais : les fermetures de classes prennent le pas sur les ouvertures et les conditions de scolarisation vont s'aggraver. Quoi qu'en dise le ministre, la baisse de la natalité ne saurait justifier sa politique.

Echelonnée de la fin février à la fin juin, l'élaboration de la carte scolaire s'est déroulée sous les auspices de la circulaire du 1<sup>er</sup> décembre 1978 qui en a fixé les modalités.

#### LA METHODE GLOBALE

Cette circulaire a innové, mais pas dans le bon sens ! Contrairement à la tradition qui voulait que les effectifs soient recensés par école, la circulaire introduit la «globalisation» : si plusieurs écoles sont construites sur le même terrain — groupes scolaires —, ou si elles sont «très voisines», les Inspecteurs d'académie doivent en additionner les effectifs, puis diviser par le nombre de classes, selon le principe de la «grille Guichard» (voir encart).

L'évaluation du «voisinage» est laissée à l'appréciation des Inspecteurs d'académie... De toute façon, il est évident que cette nouvelle méthode permet des fermetures plus nombreuses ; c'en est d'ailleurs le but avoué, puisque la circulaire précise dans la foulée que les postes disponibles pour la rentrée 1979 «seront d'abord constitués par ceux qui seront dégagés lors des opérations de carte scolaire (fermetures de classe)». En d'autres termes : commencez par fermer des classes, on pourra alors en ouvrir ailleurs. C'est en somme la théorie des vases communicants que l'Education Nationale pratique à vaste échelle, après l'avoir fait étudier à des générations d'écoliers !

#### ATTENTION, COMMUNE SANS ECOLE !

Rien d'étonnant si les fermetures n'ont jamais été aussi nombreuses. Au début des opérations de carte scolaire, les syndicats en annonçaient par exemple 166 dans les Yvelines, 154 dans l'Essonne (dont 80 maternelles), 120 dans l'Aveyron, 93 dans l'Académie de Poitiers, 400 dans celle de Versailles...

Globalisation et stricte application de la grille Guichard signifient en particulier un véritable coup de grâce pour beaucoup d'écoles de village, et par



## CARTE SCOLAIRE : ON FERME !

Par Claude ANCHER

contrecoup la mort inéluctable du village lui-même. Jusqu'ici les classes uniques de campagne ou de montagne devaient fermer à moins de 9 élèves, mais assez souvent des dérogations permettaient le maintien avec des effectifs moindres. Cette année, il faut s'attendre à plus de sévérité. Et quand on sait qu'il faut au moins 26 élèves pour qu'une classe unique ouvre à nouveau... Aussi certains départements sont-ils en voie de descolarisation : dans le Drôme, sur 380 communes, une centaine n'ont plus d'école.

Les banlieues «difficiles» où les cités-dortoirs ne sont pas épargnées : 4 fermetures prévues

dans la ZUP de Montpellier-la-Paillette.

Selon le ministère, les ouvertures proposées compenseraient, au niveau national, les fermetures. Sur le papier, peut-être ; mais si les fermetures sont sûres, les ouvertures le sont moins. Ainsi en Seine-Saint-Denis, sur 110 ouvertures prévues en 1978, seulement 68 ont été effectives. Pour la rentrée 1979, le ministère annonce 101 fermetures (172 selon les syndicats), et 102 ouvertures. Aussi un représentant du ministère a-t-il lui-même reconnu : «Le solde ne sera pas nécessairement positif».

#### LA DEMOGRAPHIE A BON DOS

Pour justifier le «redéploiement» des moyens, Beullac a invoqué d'abord les nécessités de la crise économique. Mais depuis quelques mois, l'argument constamment brandi, c'est la baisse démographique. Le 1<sup>er</sup> février, Beullac affirmait à Toulouse : «On enregistrera une baisse de fréquentation de 500 000 enfants dans le primaire au cours des prochaines années». D'où vient ce chiffre ?

Jusqu'en 1973, le chiffre annuel des naissances était d'environ 850 000. A partir de 1974, il a nettement baissé, le plus fort «creux» datant de 1976 : 720 400. Au total entre 1974 et 1978, on peut comptabiliser 500 000 naissances de moins que si le niveau de 1973 s'était maintenu. Conclusion : ce chiffre

va se repercuter sur le nombre d'enfants scolarisables en primaire de 1980 à 1984.

En fait, les choses ne sont pas si simples (voir l'encart). Mais supposons un moment que les prévisions du ministère soient fiables. Justifient-elles les fermetures, la diminution du recrutement des élèves-instituteurs ? Absolument pas !

Tout d'abord, on notera que les maternelles font, comme les classes primaires, les frais du redéploiement. Or, le taux de scolarisation n'y atteint même pas les chiffres prévus par le VII<sup>e</sup> Plan. Pour les enfants de deux ans, le taux retenu par le ministère est de 33 % en 1980 ; si le VII<sup>e</sup> Plan était appliqué, il y aurait, à la rentrée 1981, 333 700 élèves de deux ans, soit 50 400 de plus que prévu. A la même date, si la scolarisation des enfants de trois ans était complète, ils seraient 674 100, soit 50 700 de plus que prévu. Au total, on arrive à un chiffre supérieur à la diminution des effectifs en maternelle annoncée par le ministère !

#### DEUX INSTITS POUR ANNE-AYMONE

Par ailleurs — et surtout —, c'est l'amélioration des conditions de scolarisation qui est remise en cause par la politique de Beullac. En juin 78, le très officiel Conseil économique et social estimait : «pour l'école maternelle, il faut

#### LA DEMOGRAPHIE LIBERALE AVANCÉE NAITRE OU NE PAS NAITRE, TELLE EST LA QUESTION

D'après les statistiques démographiques, et en admettant le taux de scolarisation prévu par le ministère, les scolarisables de 2 à 10 ans devraient n'être, à la rentrée 1980, que 164 000 de moins qu'à la rentrée 1978. A la rentrée 1981 tout dépendra des naissances en 1979, le problème se reposant les années suivantes.

D'où la question : le taux de fécondité va-t-il se maintenir à 1,84 (1978) — c'est le pari de Beullac\* — ou s'élever à 2,1 — nécessaire au renouvellement des générations ?

Selon une projection de l'INSEE, dans 10 ans, maternelles et primaires compteraient 6 192 000 élèves (hypothèse basse) ou 6 796 200 (hypothèse haute). Par rapport à la rentrée 1978 (6 833 100) il y aurait alors soit 640 500 élèves en moins soit seulement 36 900. L'écart (plus de 600 000) n'est pas mince !

Malgré le facteur défavorable de la crise économique, un rapport présenté récemment dans un colloque de démographie prévoit «un probable relèvement de la fécondité à partir des années 1980-81 ou légèrement plus tard». Si cela se vérifiait, la politique instaurée par Beullac déboucherait sur l'effarante pénurie de moyens déjà connue dans les années soixante. Une chose est sûre : les paris en matière démographique sont hasardeux : présentant une projection de l'Institut National d'Etudes Démographiques, un spécialiste avouait : en 2 100, la France pourrait n'avoir que 17 millions d'habitants, mais une prévision de 131 millions est tout aussi défendable !

Quant à Beullac, il semble oublier parfois ses propres chiffres puisqu'il déclarait en avril, pendant un débat parlementaire : «Pour le primaire, de 1979 à 1983, les effectifs vont baisser de 800 000».

\*Un pari en contradiction avec la volonté de favoriser l'augmentation des naissances proclamée hautement par Giscard et son gouvernement...

profiter du passage des «classes creuses» de 2 à 6 ans pour améliorer de façon décisive le taux d'encadrement : 25 élèves par classe serait un maximum». On en est loin. Dans le Val-de-Marne, par exemple, si la moyenne par classe devait être de 25, cela entraînerait 599 ouvertures en maternelle et 293 en primaire. Le ministère au contraire a décidé 76 fermetures (46 en primaire, 30 en maternelle) contre 34 ouvertures proposées (22 et 12, respectivement) !

De son côté, un syndicaliste constate : «jusqu'à l'année dernière chaque circulaire de rentrée définissait des critères d'amélioration du service. Cette année, rien». Rien ? Si pourtant : dans le 4<sup>e</sup> arrondissement de Paris, touché en juin 78 par plusieurs fermetures, le ministre a fait un effort en décidant, en janvier 1979, de créer deux postes d'institutrices : dans une halte-garderie privée et payante, patronnée par la fondation Anne-Aymone Giscard d'Estaing...

#### LA GRILLE GUICHARD OU : COMMENT CONJUGUER LES VERBES «POUVOIR» ET «DEVOIR»

La note de service du 15 avril 1970 — dite «grille Guichard» — définit les seuils d'ouverture et de fermeture des classes primaires.

Soit, par exemple, une école primaire de cinq classes (dont un Cours préparatoire) :

— Si l'effectif total tombe en-dessous de 116 élèves, on doit fermer une classe...

— Si l'effectif vient de dépasser 165 élèves, on peut (nuance !) en ouvrir une...

L'astuce guichardienne va plus loin : si cette école a dû fermer une classe (donc à moins de 116 élèves), il lui faut remonter au seuil de 120 pour pouvoir réouvrir la classe ! Et plus le nombre de classes augmente, plus l'écart se creuse : avec moins de 261 élèves, une école de 10 classes doit en fermer une ; mais il faut 296 élèves pour qu'une école de neuf classes puisse en ouvrir une...

Félicitations à l'élève Guichard Olivier, qui remporte haut la main le premier prix de calcul !

NICARAGUA

SOMOZA SE RANGERAIT A UNE «SOLUTION MODEREE»

L'assassinat, mercredi, du journaliste américain Bill Stewart, de l'ABC, a soulevé aux Etats-Unis une vive émotion, et contraint Carter à prendre plus nettement ses distances avec le régime du dictateur Somoza. Toutes les chaînes de diffusion américaines ont diffusé dès mercredi soir le film de l'assassinat de Bill Stewart, tué de sang froid par un garde national, alors qu'il avait montré sa carte de presse, en vain.

L'assassin, avant de le tuer, l'avait contraint à s'agenouiller, et à se coucher par terre. Son interprète nicaraguayen a été aussi tué. Aussitôt, Somoza convoquait une conférence de presse, pour essayer de se disculper. Un journaliste américain lui demanda : «*Quelles garanties avons-nous de ne pas être exécutés ? — Faites confiance à ma bonne foi — Comment vous croire ? Vos avions bombardent des civils. Et depuis que nous couvrons les événements, plusieurs témoins nous ont dit avoir assisté à des exécutions sommaires de civils par la Guardia, du*

L'arrogance de Somoza s'effrite au fur et à mesure des combats qui opposent ses troupes au Front Sandiniste et à la population qui le soutient. Il y a une semaine encore le dictateur affirmait qu'il n'était pas question qu'il se retire avant la fin de son mandat, c'est-à-dire 1981 : mais depuis, la situation sur le terrain évolue de plus en plus en faveur du Front Sandiniste, à tel point que dans la dernière période les Etats-Unis ont multiplié les pressions sur leur «ancien» protégé pour qu'il accepte une solution négociée sous la forme d'un gouvernement de transition à dominante «modérée». Sans se rallier au point de vue américain, Somoza a néanmoins consenti à participer à la réunion de l'OEA se trouvant subitement des préoccupations pour «la stabilité de toute l'Amérique Latine». Un événement risque de durcir encore la position des Etats-Unis vis-à-vis du trop «encombrant» Somoza : mercredi matin, la Garde Nationale a assassiné de sang-froid un journaliste de la chaîne de télévision américaine ABC. Ce crime qui vient s'ajouter aux massacres perpétrés par la dictature somoziste, a fait sortir Carter des critiques feutrées qu'il a pu adresser auparavant à Somoza : la déclaration du président américain qualifie d'«acte de barbarie» cet assassinat. Le secrétaire d'Etat a demandé un rapport complet au gouvernement Somoza. Ce dernier a présen-



Le journaliste américain a été froidement abattu par les soldats de Somoza

té ses «condoléances» au cours d'une conférence de presse à Managua. Mais ce meurtre risque encore de hâter la fin de la dictature, à la veille de la conférence extraordinaire de l'Organisation des Etats Américains. Cette réunion a été convoquée à l'initiative des Etats-Unis qui es-

même style que celle de Bill Stewart — Nous avertissons les populations à l'avance pour qu'elles quittent les quartiers qui vont être bombardés. Mais les sandinistes les empêchent de fuir — A Léon, nous avons rencontré des gens qui vivaient avec les sandinistes qui avaient l'air très contents, et ne se sentaient pas retenus — Cela montre que les civils sont aussi avec la guérilla. Ils courent donc les mêmes risques que les guérilleros...»

Malgré les engagements de Somoza de punir les coupables, 24 heures après l'assassinat, la radio ne donnait toujours pas la véritable version des faits. Et l'assassin serait déjà mort, «tué au combat»...

Par ailleurs, le Front sandiniste annonçait à Mexico que pour la première fois, il avait utilisé l'aviation contre Somoza : «l'escadrille Carlos Ulloa de la force aérienne sandiniste a bombardé jeudi les installations militaires situées sur la colline de Tiscapa, où se trouve notamment le bunker de Somoza».

pays d'Amérique Latine.

D'autre part, et pour la première fois depuis le début de l'offensive générale du Front Sandiniste, Cuta est intervenu officiellement dans le conflit nicaraguayen : en reconnaissant implicitement mardi soir le «gouvernement provisoire de reconstruction nationale» et en adressant une violente mise en garde aux USA. «Une éventuelle intervention au Nicaragua créerait un Vietnam au cœur même de l'Amérique Latine», a indiqué en effet un communiqué de La Havane. Le Front Sandiniste avait déclaré précédemment que, sans rejeter aucun soutien d'où qu'il vienne, «nous voulons une solution nicaraguayenne», et à propos du type de régime qui devrait se construire au Nicaragua : «il ne s'agit en rien d'un nouveau Cuba».

Sur le plan militaire, la situation semble stationnaire. Dans le Sud du pays, la ville de Rivas, principal objectif des sandinistes, s'est pratiquement vidée de ses habitants, après un appel du Front demandant son évacuation ; toutefois, la Garde Nationale contrôle toujours la ville. Dans l'ensemble du pays, les forces sandinistes résistent bien à la contre-offensive de Somoza qui, en jetant toutes ses forces dans la bataille, tentent de reprendre le plus de terrain possible avant la réunion de l'OEA à Washington.

Frank ROUSSEL

SOMMET DE STRASBOURG

Accords sur les principes, divergences sur leur application

Comme il fallait s'y attendre, c'est le dossier énergétique qui aura occupé l'essentiel des discussions du conseil européen, jeudi et vendredi à Strasbourg. La détermination d'un certain nombre de grands principes communs aux Neuf était rendue nécessaire par la tenue du sommet des pays capitalistes, les 28 et 29 juin à Tokyo, mais aussi par la tenue de la réunion «informelle» qui doit avoir lieu le 30 juin à Londres entre des représentants de la CEE et ceux de l'OPEP.

Une fois encore, le processus classique aux sommets européens aura été respecté : on se met d'accord sur quelques grandes options, qui n'engagent à rien, et après on discute longtemps, très longtemps parfois, sur les modalités de mise en application de ces options. Les Neuf seront unis à Tokyo : ils diront qu'il faut économiser l'énergie, qu'il faut engager un dialogue avec les pays producteurs, qu'il faut prendre des mesures pour permettre une meilleure transparence des transactions sur le marché libre du pétrole, et enfin, à long terme, qu'il faut développer des énergies de substitution au pétrole. Une fois ces grands axes dégagés, la première journée de conseil européen, jeudi, aura surtout montré que les Neuf divergent sur leurs modalités d'application.

Concernant les économies d'énergie, Giscard voudrait que soient imposés des quotas d'importation pour chaque pays, de manière à éviter les dérèglements. Schmidt s'y oppose ; il estime notamment que le rythme de croissance n'étant pas le même dans chaque pays, la fixation de quotas communs serait illusoire... Mêmes divergences à propos du contrôle du marché libre de Rotterdam. Derrière un argument de principe, l'opposition à toute mesure interventionniste, les allemands semblent surtout soucieux de se garder l'accès à ce marché de Rotterdam où ils puisent abondamment. Ce-

pendant, si le Japon est d'accord, et si les USA ne sont pas contre, Schmidt pourrait bien faire cette concession là. Au cours du conseil européen, Giscard a relancé l'idée du dialogue euro-arabe. Mais là encore, les Allemands, et aussi les Anglais, ne sont pas d'accord. Selon eux, le seul dialogue possible peut se faire uniquement entre les pays du Tiers-Monde d'une part, et l'ensemble des pays consommateurs d'autre part. Derrière cette proposition, il y a avant tout la volonté de «mettre dans le coup» les Américains.

Dernier point de divergence, les autres sources d'énergie. Giscard mène la bataille pour le nucléaire, mais il est peu entendu. Schmidt et Thatcher, s'ils ne sont pas opposés au nucléaire, souhaitent éviter que ce thème soit mis en avant de façon trop voyante, ne serait-ce qu'aux yeux de leur opinion publique. Par contre, ils sont tout à fait favorables, à un redéveloppement de l'industrie charbonnière, qui pourrait constituer une ressource importante en Allemagne et en Grande-Bretagne, où elle s'ajouterait à l'abondant pétrole de la mer du Nord. Les Neuf n'ont pas fait que parler d'énergie, même si cela fut, et de loin, le sujet principal : ils ont aussi comparé leurs taux d'absentions respectifs aux élections européennes, pour finalement, contre toute évidence, souligner «l'importance» de ce scrutin.

Paris : manifestation contre les lois Bonnet-Stoléru

A L'APPEL DE L'URP-CFDT Samedi 23 juin à 14 heures de Barbès à Belleville

LE FOYER DE GARGES-LES-GONESSE ENCERCLE PAR LA POLICE

Vendredi matin de très bonne heure, les flics ont encerclé le foyer Sonacotra de Garges-lès-Gonesse. Ils ont fait évacuer le foyer, et embarqué les affaires des résidents.

LA POLICE EVACUE RVI LIMOGES

La police a fait évacuer, vendredi matin, l'usine RVI de Limoges, occupée depuis un mois. C'est donc en quelques jours, deux interventions de la police contre les grévistes de RVI : mardi, c'était à la Savie RVI Blainville, près de Caen, qu'ils intervenaient.

Suite de l'éditorial

Pour tenter de couvrir son écrasante responsabilité, le gouvernement de Hanoi tente de détourner l'opprobre vers les pays voisins. Sous prétexte de la nature réactionnaire des régimes de nombre de ces pays, il entend mettre à profit une propagande qui «ignore» le fardeau considérable que représente pour eux, pays pauvres, la brusque arrivée de dizaines de milliers de réfugiés, avec la perspective d'en voir arriver deux ou trois fois plus dans les semaines qui viennent ; une propagande qui prétend aussi «ignorer» l'effort consenti par la République populaire de Chine en accueillant sur son territoire, depuis l'an dernier, plus de 20 000 réfugiés.

Aujourd'hui, la solidarité avec les réfugiés viet-

namien est une nécessité. Elle s'impose pour tous ceux qui ont soutenu hier la lutte du peuple vietnamien contre l'impérialisme US. Car, aujourd'hui, en effet, la défense des intérêts fondamentaux du peuple vietnamien passe par la condamnation sans appel de la politique des dirigeants de Hanoi, une politique expansionniste, qui, associée aux plans du social-impérialisme soviétique, impose aux masses l'oppression et la militarisation, tournant le dos à la mobilisation qui s'imposait pour la reconstruction et le développement du Vietnam.

J.P. C.